

FRANCE

JUILLET 1957 - N° 4 - 100 F

FORUM



RÉFORMER...
SE RÉFORMER
OU PÉRIR...



COURRIER DES LECTEURS

L'Amérique mal informée...

La France devrait faire un effort immédiat d'information de l'opinion publique américaine, spécialement dans les régions des États-Unis où sa position est susceptible d'être d'emblée mieux comprise :

1° Ainsi, il y a, en Nouvelle-Angleterre, un million et demi d'Américains d'origine française ; cette région, en raison de sa situation géographique et de ses origines ethniques, est la plus susceptible de comprendre la nécessité d'une entente étroite avec la France.

2° Le bloc des sénateurs de la Nouvelle-Angleterre au Sénat américain comprend 12 sénateurs, soit près de 1/3 des voix nécessaires pour obtenir, généralement, la majorité au Sénat, compte tenu des abstentions et des absences.

3° Le Sénat peut avoir une influence déterminante sur la politique étrangère du gouvernement par l'intermédiaire de sa commission des Affaires étrangères.

4° La commission des Affaires étrangères est présidée par le sénateur Théodore Francis Green, du Rhode Island, et comprend, en outre, le sénateur John F. Kennedy, du Massachusetts, qui est devenu un personnage très important du parti démocrate américain, ainsi que le sénateur du Vermont, George D. Aiken, c'est-à-dire trois sénateurs de la Nouvelle-Angleterre sur 15 membres. Étant donné que, parmi leurs autres collègues, Wayne Morse, Oregon ; Mike Mansfield, Montana ; Hubert Humphrey, Minnesota ; William Fullbright, Arkansas ; John Sparkman, Alabama, et Alexander Wile, Wisconsin, se montrent, malgré les nuances qui les séparent parfois, favorables à une politique d'unité occidentale, il pourrait ainsi y avoir une majorité pour cette politique dans la très importante commission sénatoriale des Affaires étrangères.

Il me semblerait donc nécessaire que le gouvernement français fasse un effort majeur en Nouvelle-Angleterre pour informer objectivement l'opinion publique américaine. Or, il semble qu'au contraire, en ce moment, on réduise les moyens de services d'information. C'est une lourde erreur !

J.-H. F. (U. S. A.).

Du racolage de « L'Express » aux devoirs de « France-Forum ».

L'Express du 24 mai s'est hâté d'offrir un havre de grâce (ou de disgrâce ?) aux jeunes Routiers qui viennent de s'apercevoir combien il leur serait malaisé d'être eux-mêmes dans la nouvelle Action catholique et, respectueusement, prennent leurs distances à l'égard de la Hiérarchie.

L'Express a raison, sans conteste, de se soucier de ces jeunes, meurtris dans leurs rêves les plus purs et les plus généreux, promis peut-être, à cause de l'amertume qu'ils éprouvent, « aux tentations anarchistes, sans lendemain », ou aux pantouffles bourgeoises... Et *L'Express* est encore mieux inspiré quand, à cette jeunesse que l'on déboussole si sereinement, il fait faire appel du pied (si l'on ose cette irrévérence) par M. François Mauriac en personne.

Ce même 24 mai, M. Pierre Mendès-France se désiste de la direction du Parti radical. La chapelle mendésiste devant se trouver déserte, le chapelain pense à la relève. « Venez vite ! dit-il aux Routiers, venez tous ! Il n'y a plus personne chez nous : il y a de la place pour vous ! » Tout cela est assez bien raisonné, car, s'il faut un chapelain à une chapelle, il faut des ouailles à un chapelain ; et M. François Mauriac, ressemblant en cela encore à Barrès, voudrait tellement être salué comme le Prince de la Jeunesse ! Grâces soient donc rendues à « la prudente et sage hiérarchie » qui a si judicieusement amené les Routiers à changer de route !...

Mais tout cela devrait préoccuper aussi *France-Forum*. Si j'ai bien compris ou deviné vos ambitions, *France-Forum* veut être un organe de réflexion et de culture politiques animé par ce qu'il y a de meilleur et d'inattaquable dans l'esprit du M. R. P. et de la démocratie chrétienne. Il est donc à penser qu'il serait aussi qualifié que le radicalisme (déserté par les radicaux classiques et aspergé d'eau bénite par M. François Mauriac) pour expliquer aux jeunes Routiers comment leur vie peut servir à quelque chose dans le monde tel qu'il est, avec ses progressistes et ses fascistes, ses archevêques et ses Mauriacs...

On me dit que les jeunes sont peu

attirés par le M. R. P. Je ne sais pas si c'est vrai et, si c'est vrai, je ne sais pas pourquoi. Les jeunes ne le savent d'ailleurs pas davantage. *France-Forum* n'a-t-il rien à leur dire là-dessus ? Si personne ne trouve scandaleux que *L'Express* se fasse racoleur du mendésisme le jour même où ce mouvement se trouve officiellement en perdition, personne ne trouvera scandaleux que *France-Forum* parle sérieusement, à des garçons (et des filles) sérieux, non pas de cadavres radicaux, mais de choses sérieuses...

Peut-être ne vous échappe-t-il pas qu'il y a là non une opération de racolage à réussir (ou à tenter), mais un devoir à remplir.

Veuillez agréer... M. S... (Paris).

Démérpéisez-vous !...

Je souscris un abonnement ordinaire en donnant à ce geste un sens précis : celui de désirer, par un afflux d'abonnés de mon espèce, voir cette revue se démerpéiser et s'ouvrir aux horizons plus larges d'une élite d'accord sur quelques principes essentiels...

C. M... (Cavaillon).

N. D. L. R. *Nous publions bien volontiers la lettre ci-dessus en donnant à ce geste un sens précis, celui de confirmer la volonté exprimée par France-Forum, dès son premier numéro, d'être un lieu de libres rencontres où puissent s'instituer les dialogues de parti à parti et de famille d'esprit à famille d'esprit sans lesquels il n'y a plus de vie publique libre.*

Et élargissez le Forum.

J'ai dévoré les deux premiers numéros de *France-Forum*. Je veux vous dire mon enthousiasme.

Voilà ce qui nous manquait ! Il faut tenir. Élargissez le forum, si c'est possible, auprès de tous les hommes loyaux qui se consacrent avec désintéressement au service des idées, et qui pensent. Ainsi, j'ai particulièrement apprécié l'échange Étienne Borne-Jacques Nantet.

Tendez à l'ouverture maximum : ce sera œuvre utilement à la « décongestion » des partis pris et des préjugés, qui, hélas ! bien souvent, ne paralysent pas moins les intellectuels que les autres !

M. M... (Rennes).

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro : 100 F
Abonnement : 8 numéros par an : ... 700 F

SOMMAIRE

Numéro 4 — Juillet 1957

ÉDITORIAL

Effort national et construction européenne, par Jacques Mallet 3

Il n'y a pas contradiction entre les exigences que nous imposent notre entrée dans l'Europe et notre redressement national, car ce sont les mêmes. Mais l'Europe donnera à notre apport intérieur un cadre qui le rendra plus efficace.

AU FORUM

Réformer, se réformer... ou périr : un débat entre Raymond Aron, André Philip et Jean Lecanuet. 16

La réforme des institutions peut-elle contraindre les Français à réviser de mauvaises habitudes solidement enracinées ?

Un sociologue, pessimiste, et deux hommes politiques, plus optimistes, confrontent leurs opinions sur cette question et jettent un regard vers l'avenir.

ENQUÊTE

La crise de l'esprit derrière le rideau de fer, par Victor Henry 9

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

● Réflexions sur la crise du logement, par Eugène Claudius-Petit 12

● Comment a-t-on pu se laisser surprendre ? par Jean Baurry 14

REPORTAGE

Quand l'Algérie attend Godot, par Georges Le Brun-Keris 22

LES PROPOS DU TEMPS

Deux hommes : esquisse pour un parallèle 34

NOS RUBRIQUES

Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.

NOS CHRONIQUES

Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.

NOTES DE LECTURE

Revue des Livres, Revue des Revues.

● *Retour à la terre.* — Après l'élection de Lyon, qui lui fut aussi néfaste que celle de Paris, M. Poujade, déçu par l'inconstance des villes, regarde maintenant du côté des campagnes où une inquiétude et un malaise trop justifiés peuvent permettre d'organiser les mécontentements. Allant droit aux compétences établies, M. Poujade s'est adressé à un spécialiste des tumultes paysans, M. Dorgères, l'ancien, chef des « chemises vertes », et les deux nouveaux compères ont ramené à leur premier coup de filet une bonne et belle proie en l'honorable personne de M. Antier, qui, lui aussi, touche de près à la terre puisqu'il fut président du parti paysan et fugitivement sous-secrétaire d'État à la marine marchande.

Le zèle paysan gagne maintenant de plus hauts barons, de la finance, de l'industrie, de la presse : M. Boutemy, expert des liaisons entre le patronat et le monde politique; M. Dassault, propriétaire de quelques fantaisies coûteuses — le magazine *Jours de France*, un siège de sénateur dans l'Oise, — mais aussi d'entreprises plus rentables du côté de la construction aéronautique; ces deux puissants seigneurs sont les principaux animateurs d'un « Cercle d'études et de recherches économiques rurales » qui entend faire parler de lui et qui donnait le 7 mai dernier un dîner tout entier dédié au service de la paysannerie. M. Mitterand, qui sent si bien le vent, s'y montra, y parla tactique et méthode, et M. Dassault, prompt réalisateur, y suggéra la création au parlement d'un « intergroupe rural », auquel risque de faire concurrence l'« Amicale parlementaire agricole », dont le président est M. Edgar Faure, qui se met lui aussi au vert pour attendre son heure.

Ainsi s'esquisse le retour à la terre des démagogues, des opulents, des habiles. Le « Centre National des Indépendants et des Paysans », qui s'était fait un monopole de la défense de l'agriculture, n'a pas manqué de prendre quelque ombrage de ces agitations dissidentes, et il s'est hâté de vivement exclure M. Antier. Le zèle terrien des paysans de Paris va jusqu'à la guerre intestine. On doute que les ruraux authentiques en tirent un commencement de profit.

● *La mule M. R. P.* — Dans les couloirs du Congrès M. R. P. à Biarritz, un congressiste ami de l'humour commentait favorablement le mot de M. Mauriac sur « la mule M. R. P. » : « Une mule, disait-il, est obstinée, elle encaisse bien les coups, elle porte loin d'énormes fardeaux hétéroclites, elle sert de monture favorite aux pèlerins

et aux clercs de toute robe, il lui arrive de reculer lorsque des indiscrets la pressent d'avancer, mais elle finit toujours par arriver au but et par des chemins impossibles en longeant, sans rouler au fond, les pires précipices. Vraiment la mule a trop de vertus pour n'être pas M. R. P. Béni soit François Mauriac de nous proposer un totem qui nous portera bonheur. »

● *Un sujet pour Pirandello.* — L'histoire dira plus tard tout le mal que *L'Express* et le fanatisme mendésiste ont fait à M. Mendès-France en le mettant toujours à part et au-dessus,

quitte le radicalisme, qu'il renonce à faire un nouveau parti, qu'il rompe avec les hommes, les partis qui forment le pays légal, qu'il jette le souffle et l'étincelle dans la masse innombrable, et un jour le miracle de salut se produira ! Le plus beau est que cet incroyable romantisme se réclame de l'esprit d'analyse et de la raison. Les fabulateurs de *L'Express* sont proprement les bourreaux de M. Mendès-France : être un surhomme ou ne pas être, telle est la dure loi dont ils le tyrannisent. Qui arrachera M. Mendès-France à ses tourmenteurs ? Qui, bridant le mythe, rendra l'homme public à la République et à l'humanité réelle ? Qui le fera disponible pour une nécessaire union nationale ? En un mot, qui libérera M. Mendès-France des mendésistes, qui sinon peut-être M. Mendès-France lui-même enfin décidé à abolir ce cauchemar pirandellien ?

● *La jeunesse et le forum.* — La démission de l'équipe dirigeante de la « Route », celle de quelque quatre-vingts dirigeants de la « Jeunesse Étudiante Chrétienne » traduisent une crise réelle de l'action catholique et une crise plus profonde de la jeunesse. On note du côté de la hiérarchie un souci du primat de l'« évangelisation », du côté d'une élite de jeunes militants une préoccupation de présence au monde; l'épiscopat semble vouloir écarter l'action catholique des combats douteux du forum; les états-majors des mouvements de jeunesse entendaient y maintenir une présence chrétienne. Le problème est de tous les temps puisque la condition chrétienne est à la fois de dégageant et d'engagement. La tension ne peut donc être évitée; le grave est qu'il y ait menace de rupture. Dans cette affaire, par un paradoxe apparent, c'est l'épiscopat qui est « laïque » puisqu'il tend à séparer davantage le spirituel et le temporel et qu'il rappelle le pluralisme légitime des options politiques; et ce sont les jeunes laïcs qui sont « cléricaux » puisque leur pente est d'incarner promptement le spirituel dans le temporel. Mais, si on oppose ainsi système à système, le problème sera insoluble dans la mesure où tout le monde a raison. Il semble qu'au delà des discussions théologiques soient indispensables l'existence, la liberté, la vie de mouvements d'éducation spirituelle et civique, fidèles à la mystique, ouverts à la politique : sinon on avouerait qu'il y a entre la mystique et la politique une distance insurmontable et un divorce irréparable, thèse de désespoir qui a contre elle toute la tradition de l'action catholique.

Pierre Mendès-France

« Être un surhomme ou ne pas être. »

en l'honorant comme un géant égaré parmi les nains, en se servant de lui pour toujours condamner, exclure, maudire. C'était oublier que le véritable politique est un conciliateur et un réconciliateur, et c'était vouer le héros à la solitude. Des publicistes et des poètes ont transformé M. Mendès-France en mythe, le contraignant, comme un héros de Pirandello, à être toujours autre que lui-même.

Voici que M. Mendès-France a quitté cette vice-présidence de son parti qui en faisait une figure de proue pour un radicalisme renoué. L'événement ne prend pas de court les fabricants de mythologie, et ils ont préparé pour le grand homme en quête de personnage un rôle naturellement grandiose : parce que la France n'a pas su reconnaître le temps où elle a été visitée par le génie politique, nous expliqua *L'Express*, elle est promise à la décadence, à un destin espagnol et portugais; un Salazar, un Franco se tiennent derrière la porte; contre cet absolu du malheur, le seul espoir reste Mendès-France, mais, on l'en conjure, qu'il

Effort national et construction européenne

par JACQUES MALLET

PARMI les querelles byzantines dont notre République est si friande, l'une des plus vaines et des plus stériles est celle qui oppose, depuis des années, le « préalable européen » au « préalable national », et réciproquement. Pour les uns, la France doit remettre de l'ordre dans ses affaires avant de s'engager plus avant sur la voie de l'Europe unie. A écouter les autres, on dirait parfois que la panacée européenne dispensera notre pays de tout effort pénible, lui apportera automatiquement les fruits dorés de l'ordre, de la prospérité et du progrès...

DES MYTHES...

Cette manière de poser le problème, en dressant l'une en face de l'autre pour un dialogue sans fin la solution nationaliste et la solution fédéraliste, comme des remèdes magiques où les mots prennent la place des choses, a précisément pour résultat de rendre les solutions réalistes des problèmes réels plus malaisées à définir et à mettre en œuvre. Un recours incantatoire à l'Europe ou à la France transforme en guerre de religion ce qui pourrait n'être que divergences d'interprétation, de style et de méthode. On peut faire à la rigueur coexister deux mystiques : elles s'accordent par le sommet. Les mythes sont plus exclusifs, plus totalitaires. Tout mythe est une idole, toute idole veut la mort d'une autre idole.

... AUX FAITS

Comme les choses paraissent simples lorsqu'on consent à regarder les faits sans se laisser hypnotiser par les idéologies ! Tout alors devient clair, et les choix se font en connaissance de cause : il n'est point de miracle en politique et en économie. La foi peut-elle suppléer à l'inaction ? Et l'action peut-elle oublier ce qui la détermine : les forces, les voisinages, les évolutions, les techniques ?

NÉCESSITÉ DE L'EFFORT NATIONAL

Quels sont les faits ? La France consomme plus qu'elle ne produit, dépense plus qu'elle n'investit, importe plus qu'elle n'exporte. Elle ne pourra longtemps supporter la charge de l'équipement de ses territoires d'Outre-Mer, ni absorber en quantité croissante leurs produits. Son économie dépend de plus en plus du dehors pour son approvisionnement en énergie et en matières premières. La fragilité de ses institutions politiques lui fait perdre chaque année un peu de son prestige et de son influence.

Or, pour entretenir l'expansion économique, elle devra importer davantage dans les années qui viennent. Cela exige qu'elle développe rapidement ses exportations, donc qu'elle abaisse ses prix de revient et qu'elle s'attache méthodiquement à la conquête des marchés extérieurs. Cela exige qu'elle rompe avec un protectionnisme qui freine l'essor de la production et le progrès technique. Cela exige qu'elle transforme ses structures productives, les méthodes de son administration, son système fiscal et son système de crédit. Rien de tout cela ne sera possible sans une réforme profonde de l'État et une restauration de la discipline civique.

Chacun le reconnaît aujourd'hui. Bien peu sont prêts à prendre les moyens de ce qu'ils veulent. S'il est un « préalable » — au redressement français comme à la construction européenne, — c'est bien celui de l'effort national. Avec ou sans marché commun, il s'impose pour accélérer l'expansion économique, assurer la stabilité monétaire, rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

LES DANGERS DE L'ISOLEMENT

Les impératifs nationaux et les impératifs européens se rejoignent donc dans une même exigence.

Mais l'effort d'une France isolée serait voué à l'échec : l'isolement condamnerait notre économie à la stagnation, encouragerait l'enracinement des vieilles habitudes, à l'abri d'un rideau protecteur renforcé. Le pays n'échapperait provisoirement au danger de la solitude que par les contraintes de la dictature. Ainsi n'avons-nous que le choix entre les changements que nous subissons et ceux que nous aurons su promouvoir et diriger. Pour rendre l'effort national plus efficace, il faut l'insérer dans un cadre plus large. Quel est le cadre le plus approprié pour assurer l'efficacité de nos efforts ? C'est à ce niveau que se situe le choix.

Il est pour le moins singulier de voir ceux qui dénoncent les risques et les difficultés du marché commun plaider la cause d'une libération des échanges beaucoup plus brutale et automatique, dont les avantages et les garanties seraient nécessairement moindres ! Nous ne croyons pas que tout sera résolu si l'on jette les Français à l'eau. Les forts passeraient le fleuve, les faibles seraient noyés. C'est la solution libérale ; ce n'est pas la nôtre.

Il est vrai que la pression de la concurrence et la peur de la concurrence stimuleront l'effort national. Il est vrai que l'élargissement des débouchés encouragera l'audace des chefs d'entreprises, le labeur des paysans et l'imagination de tout le monde. Mais plus encore que les précautions, les transitions et les sauvegardes importe la mise en œuvre d'une politique commune, qui, par un concours mutuel, facilitera les adaptations nécessaires. *La communauté européenne exige des mesures et prévoit des moyens qui sont ceux-là mêmes que devrait exiger et prévoir une politique économique nationale tournée vers l'avenir. Mais le cadre européen rendra l'effort français plus efficace.*

Ainsi, l'Europe n'est pas la solution des problèmes français, mais, sans l'Europe, il n'est pas de solution à aucun de nos problèmes fondamentaux. Si notre pays s'abandonnait à la facilité, rien ne pourrait le sauver du déclin ; si, dans le cadre d'une politique à long terme, il prend conscience de l'effort nécessaire et s'y dévoue, il n'a rien à craindre de l'Europe et beaucoup à attendre. Ce n'est certes point la voie de la facilité, mais ce peut être la voie du salut et la grande chance du renouveau : l'Europe ne se fera pas sans la France, la France ne se sauvera pas sans l'Europe. Il dépend de notre volonté que l'Europe se fasse sans défaire la France.

● Le bloc de l'Est devance l'Occident dans la voie du marché commun

● Chypre entre trois colonialismes

● U. R. S. S. — Le marché commun de l'Est.

L'Union Soviétique s'oppose depuis des années à tous les efforts de coopération ou d'intégration de l'Europe occidentale. On oublie trop souvent qu'elle nous a devancés dans cette voie.

C'est en effet le 25 janvier 1949 qu'a été créé, entre les pays du bloc soviétique, le *Conseil d'entraide économique*, dont le siège est à Moscou. La Yougoslavie et la Chine y sont représentées par des observateurs.

Au départ, le Conseil n'était qu'une réplique au Plan Marshall et à l'O. E. C. E. Il a peu à peu étendu sa compétence et son rayon d'action jusqu'à devenir l'équivalent de la Haute Autorité du Pool Charbon-Acier et de la future « communauté économique » entre les six pays.

La première tâche du Conseil avait été de coordonner les accords commerciaux passés entre l'U. R. S. S. et les démocraties populaires avec leurs divers plans nationaux : ce qui l'amenait à intervenir directement dans l'économie des pays membres. L'organisation de l'entraide technique et d'un système de crédit, la création de sociétés mixtes ont donné à l'économie du bloc de l'Est européen, en dépit de la force des tendances autarciques, un minimum d'unité.

A partir de 1953, le Conseil est intervenu plus efficacement dans l'orientation et la mise en œuvre des plans nationaux. Des accords industriels ont été négociés, établissant une véritable division du travail entre les entreprises des pays membres, une spécialisation rationnelle et une certaine standardisation de leurs produits. Cette planification générale a permis de coordonner, au début de 1956, les nouveaux plans quinquennaux.

Dans cette répartition des tâches, la République Démocratique allemande s'est vu conférer un rôle essentiel : elle est, après l'U. R. S. S., le premier fournisseur de machines-outils, de ciment, pour ne point parler des instruments de précision (pour lesquels elle jouit d'un véritable monopole). L'Union Soviétique reste le principal fournisseur de produits métallurgiques. L'industrie chimique se répartit surtout entre la Pologne et l'Allemagne orientale. Un grand combinat de tissus synthétiques sera construit dans le

delta du Danube avec des machines allemandes. Il alimentera en tissus la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Roumanie. Une usine de cellulose sera créée en Bulgarie. Le Conseil se préoccupe enfin de la motorisation de l'agriculture et de l'accroissement du cheptel de tous les États membres.

On voit à quel point les pays du bloc soviétique dépendent les uns des autres. Il en résulte deux conséquences : la première, c'est que les difficultés de l'un retentissent immédiatement sur l'ensemble (c'est ce qui est arrivé à la suite des événements de Pologne et de Hongrie), mais, la seconde, c'est qu'à long terme il deviendra de plus en plus difficile — et notamment pour l'Allemagne de l'Est — de sortir de cette communauté.

Son existence et son renforcement dépendent, en définitive, d'une aide en capitaux, en techniciens, en matières premières et en biens d'équipement, que l'U. R. S. S. ne pourra sans doute continuer au même rythme qu'en réduisant soit sa consommation intérieure, ce qui est dangereux, soit ses dépenses militaires, ou qu'en important elle-même davantage des pays occidentaux, à la faveur de la « détente » revenue.

Cela ne veut pas dire que nous devons refuser un accord sur le désarmement du moment que la Russie le souhaite, mais cela nous impose de faire rapidement en Europe de l'Ouest, dans la liberté, ce qu'elle a fait en Europe orientale par la contrainte.

● CHYPRE. — 400 000 « têtes de Turcs » ?

L'opinion turque est très hostile aux Grecs dans l'affaire de Chypre, et la presse d'Istanbul a couvert d'épithètes malveillantes M^{sr} Makarios, « le prêtre rouge », qui, dans son exil des Seychelles, paraît avoir pris sur les Anglais l'ascendant que donne — on l'a vu naguère pour le sultan du Maroc — la condition de banni réclamé par tout un peuple.

De fait, les nombreux amis français de la Grèce et de la Turquie se désolent du douloureux conflit qui oppose deux « alliés » du pacte balkanique. Quand on examine le problème de près, il est hors de doute qu'à Athènes comme à Ankara les dirigeants sont contraints à la surenchère par leurs

opinions publiques respectives, elles-mêmes excitées à distance par les deux populations de Chypre. La presse française a trop volontiers schématisé le problème cyprite en le réduisant à l'affrontement de l'impérialisme anglais au patriotisme grec des partisans de l'E. O. K. A. : dans une telle perspective, on ne donne pas à la minorité turque son importance réelle. En fait, trois « colonialismes » d'inégale puissance

Mgr. Makarios, archevêque de Chypre.

Pour les Turcs, un impérialiste.

prétendent chacun au droit exclusif de gouverner Chypre. Toutefois, notons que beaucoup de Turcs se résigneraient au partage de l'île, tandis que l'E. O. K. A. exige le rattachement pur et simple de Chypre à la Grèce — *Anschluss* se prononçant *Enosis* dans la langue des... Olympiens. Cette revendication des Grecs de Chypre — que les Turcs dénoncent comme des rebelles à l'Angleterre, en tout point semblables aux rebelles algériens vis-à-vis de la France — était sans doute excessive, mais elle a trouvé un écho très favorable au cœur des citoyens de « la métropole ». Les Turcs font remarquer, non sans apparence de raison, que Chypre et plus encore Chio, « l'île des vins », et l'archipel grec d'Anatolie sont géologiquement et géographiquement plus proches du sol turc que de la péninsule grecque, et que l'impérialisme d'Alexandre le Grand a vécu depuis des millénaires. La presse

● L'atome, arme offensive des adversaires du chancelier Adenauer

● Tito à la recherche d'un port

turque a pu écrire que l'atrocité des interventions que l'on a reprochées à la Porte contre les Grecs égéens n'était que répression légitime de révoltes coloniales...

La France — qui, quoique ancienne souveraine de Chypre, s'abstient de prendre parti dans cette querelle si complexe pour ne rien risquer de ses amitiés grecques, turques... et britanniques — pourrait peut-être jouer un rôle utile de conciliation entre les points de vue de Londres, d'Athènes et d'Ankara.

● ALLEMAGNE. — L'affaire atomique et l'opinion allemande.

La campagne électorale allemande s'annonçait terne et peu animée. Les controverses autour de la réunification et de la sécurité collective ont, depuis longtemps, épuisé leurs charmes pour l'opinion publique allemande, parfaitement consciente du fait que la Russie, jusqu'à nouvel ordre, ne veut pas de la réunification. Et une légère hausse des prix, quelle que soit la mauvaise humeur des ménagères, ne suffit pas à remuer la masse des électeurs.

Et puis, tout à coup, l'atmosphère a changé : le jour où dix-huit physiciens et atomistes allemands ont attiré l'attention de leurs compatriotes sur les risques que faisaient courir à leur pays l'installation sur leur territoire de stocks d'armes nucléaires (tactiques et la distribution de telles armes aux forces allemandes. Le docteur Schweitzer s'est mis de la partie. La réponse brutale du Chancelier n'a pas été exempte de maladresse. Belle occasion pour les socialistes en quête de slogan. Le spectre de la peur atomique est efficace en un pays ravagé par la guerre. Il règne depuis lors un beau tumulte dans la presse allemande — que l'on sait dominée par de grands journaux de tendance libérale, plus ou moins favorables au Chancelier.

Chacun s'interroge sur l'incidence de cette « ténébreuse affaire » sur la campagne électorale. Ce n'est pas encore l'heure des pronostics. Les remous ont le temps de s'amortir d'ici le mois de septembre. De toute manière, il s'agit là d'un domaine où règne l'imprévisible du sentiment. Or il y a parmi les électeurs de la C. D. U. 60 % de femmes...

Les chrétiens démocrates ont vigou-

reusement réagi à l'occasion de leur récent congrès à Hambourg. Les propos de M. Gerstenmaier (en qui beaucoup voient un chancelier possible), au cours du débat atomique au Bundestag, avaient déjà retenu l'attention. A Hambourg, c'est à un théologien protestant, personnalité indépendante et hautement respectable, que l'on a demandé de traiter cette question difficile. Il l'a fait en se plaçant « au-dessus

Si l'on ajoute à cela le vœu assez général d'un allègement des charges militaires, en suivant l'exemple contagieux des Anglais, il faut bien dire que, dans cette controverse, la raison est du côté du Chancelier et que la peur n'est pas d'un seul côté.

Un fait paraît sûr : c'est que les Allemands sont obsédés par la crainte d'une détente, d'un désarmement qui se ferait en quelque sorte sur leur dos, en consacrant la division de leur pays. Tout ce qui peut les faire douter de la solidarité de leurs alliés occidentaux risque donc d'apporter de l'eau au moulin du neutralisme germanique, qui en a grand besoin. Inversement, toute manifestation positive de cette solidarité, tout succès de la politique d'union européenne est de nature à encourager, à droite comme à gauche, ce qu'il y a de meilleur dans la jeune démocratie allemande. Son évolution dépend, pour une large part, de nous, de ce que nous ferons et, plus encore, de ce que nous n'aurons pas su faire en temps utile.

● BALKANS. — Tito à Salonique ?

Le quotidien turc de langue française : *Le Journal d'Orient*, a récemment publié un curieux article de son correspondant à Athènes, André Alesandri, au sujet de démarches yougoslaves auprès du gouvernement hellénique en vue d'obtenir des concessions plus étendues à Salonique, où, on le sait, la Yougoslavie possède depuis bien avant

Le Chancelier Adenauer

Mettre la morale avec la raison.

de la mêlée », sur le terrain moral et métaphysique. Le rapport et le procédé ont fait impression. Et le Chancelier, qui a retrouvé toute sa popularité dans le pays — et toute son autorité dans le parti — a aussitôt exploité l'avantage. Les fausses manœuvres de M. Ollenauer ont fait le reste.

« Nous ne voulons pas d'armes atomiques, dit, en substance, le Chancelier. Il dépend des Russes que nous n'en ayons jamais. Qu'ils acceptent un désarmement général, qu'ils se soumettent à un contrôle efficace et nous y renoncerons bien volontiers. » Langage plein de sagesse et d'habileté. En prétendant refuser aux Alliés le droit d'équiper leurs troupes stationnées en Allemagne avec des armes atomiques, le S. P. D. s'expose au risque de voir les États-Unis conclure qu'elle est indéfendable et l'abandonner à son triste sort.



Le Maréchal Tito

Un voisin inquiétant.

● La scission de l'U. N. E. F. est-elle définitive ?

la guerre une zone du port franc. Les milieux nationalistes d'Athènes semblent s'inquiéter des demandes de Belgrade, qui, depuis le rétablissement des bonnes relations avec la Grèce en 1950, avait ressuscité la vieille convention sur ses prérogatives à Salonique.

Tito chercherait aujourd'hui à étendre son influence à Salonique, dont il voudrait faire le principal port yougoslave de commerce extérieur, en compensation de son évincement de Trieste : il souhaiterait une sorte de condominium helléno-yougoslave sur la grande cité grecque et ses installations portuaires, autrement importantes que celles des havres dalmates, Rijeka, Split, Dubrovnik, Cattaro, Antivari.

« La Yougoslavie, commente le *Journal d'Orient*, voudrait transformer sa zone franche en port principal pour son commerce extérieur maritime. La ville et la population de Salonique n'en pourraient que profiter.

» La perspective qui inquiète Grecs et Américains serait une réconciliation de la Yougoslavie avec l'U. R. S. S., perspective qui n'est pas exclue avec les incessants avatars Belgrade-Moscou.

» On n'en est pas encore là. Mais on conseille de la circonspection et de la prudence au gouvernement hellénique dans les pourparlers prochains qui ont été amorcés avec les entretiens récents que le vice-président yougoslave Voukmanovitch a eus avec les dirigeants hellènes à Athènes, à l'aller et au retour de son voyage dans le Proche-Orient... »

L'opinion du journal turc est d'autant plus intéressante qu'Ankara ne saurait voir sans méfiance — en dépit de ses rapports normaux avec le dictateur yougoslave — une puissance malgré tout communiste (qui est en même temps sa rivale en tant que bastion antisoviétique aux yeux des États-Unis) s'assurer une tête de pont en mer Égée. D'autre part, l'augmentation du chiffre d'affaires de Salonique, port mieux situé qu'Istanbul pour le commerce international (au contraire du point de vue stratégique), risque d'attirer également les marchandises bulgares, évitant de surcroît le difficile passage des Détroits.

On comprend dès lors le sens des « conseils de prudence » du quotidien turc au gouvernement grec, à l'heure même où l'affaire de Chypre oppose irréductiblement Athènes à Ankara.

Au centre, Le Pen, député dissident poujadiste

La vie est faite pour chahuter.

● FRANCE. — Politisation du mouvement syndical étudiant ?

Le récent Congrès de l'Union Nationale des Étudiants de France, tenu à Paris au milieu d'une grande publicité, aura été à la fois celui du cinquantenaire du Mouvement et celui de sa scission, 17 Associations générales sur 53 ayant quitté l'Union, malgré les efforts de conciliation tentés jusqu'au dernier moment par les membres modérés des deux tendances. L'existence de ces tendances n'était d'ailleurs pas

nouvelle, et la quasi-unanimité des congressistes se retrouvait d'accord sur les objectifs syndicaux défendus par l'actuel bureau.

Malgré les divergences apparues à la fin du Congrès sur une proposition d'envoi au Président de la République d'une lettre relative au conflit algérien, l'unité du syndicalisme étudiant aurait pu être maintenue, les modérés des deux tendances ayant obtenu, au terme de longs efforts de conciliation, que le Congrès décide de ne pas discuter de ce problème et de clore les débats. Mais

● Sans l'Euratom, pas de place pour l'Europe au club atomique

un certain nombre de délégués de l'opposition étaient venus avec le ferme désir de provoquer irrémédiablement la scission, quoi qu'il arrive. Les bagarres provoquées aux portes du Congrès par les députés Le Pen et Demarquet avaient d'ailleurs alourdi l'atmosphère...

L'occasion recherchée leur fut offerte par un vote de procédure contre la prise en considération d'une « Charte d'apolitisme ». Tirant prétexte de ce scrutin, qu'ils avaient volontairement provoqué, ils annoncèrent leur décision de rompre avec l'U. N. E. F. et d'organiser un référendum parmi les étudiants.

Cependant, la tendance minoritaire n'a pas quitté le Congrès en totalité. Cinq associations qui en faisaient partie ont multiplié les tentatives d'apaisement, et, à la fin du Congrès, Éric Lem, président de la Fédération des Étudiants de Paris, qui appartient à ce groupe, a dit publiquement à la tribune combien il regrettait un geste irréfléchi qui ne peut qu'être nuisible aux intérêts véritables des étudiants.

Les représentants de ces cinq associations ont proposé la réunion d'une Assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue le 2 juin, en vue d'essayer de mettre sur pied les bases d'un accord.

On ne peut que souhaiter le succès de ces efforts, car nul n'a intérêt à cristalliser une opposition de la jeunesse française en deux blocs hostiles, sinon les communistes et les pêcheurs en eau trouble, qui entendent profiter du désarroi des milieux étudiants pour rechercher des justifications à leurs thèses sur l'Algérie.

● STRASBOURG. — Une leçon de sagesse.

« Le développement de l'économie européenne risque d'être gravement entravé par une insuffisance d'énergie. Mais l'entrée en scène de l'énergie nucléaire nous donne indirectement la possibilité d'endiguer la marée montante des importations, puisqu'elle doit nous permettre d'éviter la construction de nouvelles centrales classiques fonctionnant au pétrole et au charbon importés... Euratom sera en mesure de guider et de stimuler l'action de nos six pays, notamment en leur donnant les moyens de résoudre la discordance existant, dans la période du

début, entre le risque commercial auquel s'exposeront les firmes qui construiront des installations nucléaires et l'intérêt général de la Communauté qui réclame la réalisation aussi rapide que possible d'un programme de vaste envergure. »

(représentant environ 6 milliards de dollars en 1975).

L'Euratom permettrait de stabiliser ces importations à partir de 1963.

2° La création de l'autorité européenne de l'énergie atomique offre la possibilité de construire, avant 1967,

Les trois Sages MM. Armand, Etsel et Giordani

La sagesse appartiendra aux audacieux.

Telle est la conclusion du *Rapport des Sages* présenté, après un voyage aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne, par MM. Armand, Etsel et Giordani. Elle s'appuie sur des études approfondies qui leur confèrent une objectivité scientifique.

Trois constatations s'en dégagent :
1° Sans l'apport de l'énergie nucléaire, les importations de combustibles des six pays atteindront 200 millions de tonnes en 1957 et pourraient s'élever, dix ans plus tard, à 300 millions de tonnes, soit 33 %, puis 40 % des besoins

des installations nucléaires de 15 millions de kilowatts (le programme britannique n'est que de 6 millions) en établissant des échanges réciproques de connaissances et de techniciens avec les autres pays, notamment les États-Unis.

3° Elle offre la possibilité d'abaisser le coût de l'électricité produite par les centrales nucléaires au-dessous de celui des centrales au charbon et au fuel, à partir de 1965 ou de 1970, grâce à des investissements massifs et à l'accélération de leur amortissement.

● Gomulka a déjà coûté 2 milliards de dollars à Khrouchtchev

Ce sont là des objectifs ambitieux mais réalistes, en tout cas impérieux si nos pays veulent rattraper leur retard. Mais, disent les Sages, il n'y a pas de temps à perdre : il faut se mettre dans la course le plus tôt possible. Bientôt

● POLOGNE : Le prix de la désatellisation.

Tel est en effet le montant approximatif auquel on peut chiffrer les avantages économiques obtenus par la

marchandises immédiatement nécessaires. L'accord Gomulka déclenchait, en novembre 1956, l'ouverture de deux autres crédits : 175 millions de dollars pour l'acquisition de marchandises entre 1958 et 1960 (aux cours mondiaux); 100 millions pour l'achat de 1,4 million de tonnes de blé livrables entre novembre 1956 et juin 1957. Soit déjà un total de 300 millions de dollars. D'autre part, l'U. R. S. S. a renoncé aux règlements des dettes contractées par la Pologne depuis la fin de la guerre; elles se chiffraient, à la date du 1^{er} novembre, à 500 millions de dollars environ. L'ensemble de ces avantages représente pour l'Union Soviétique une perte supérieure à 800 millions de dollars.

D'autres concessions arrachées par Gomulka sont plus difficilement traduisibles en chiffres précis. La Pologne, par exemple, a décidé de réduire ses ventes de charbon aux pays communistes : 7 millions de tonnes contre 17 auparavant. Or, en vertu du Traité d'amitié et d'assistance mutuelle conclu avec l'U. R. S. S., 60 millions de tonnes de charbon ont été expédiées vers l'est à des prix variant entre 1,25 et 2 dollars par tonne, alors que les prix mondiaux se situaient aux alentours de 15 dollars! En 1955 encore, des livraisons ont été faites avec une perte de 2-3 dollars par tonne. Ainsi, la Pologne pourra écouler son charbon vers les pays occidentaux aux prix actuels de 28-31 dollars par tonne!

Parallèlement, les nouvelles exportations polonaises faites à destination de la Russie sont basées sur les cours mondiaux, ce qui représente une nouvelle perte pour Moscou qui devra payer plus cher ses achats.

Enfin, il semble que Gomulka ait obtenu une plus grande liberté d'action en matière de relations commerciales avec des pays tiers. Désormais, la Pologne pourra disposer directement du produit de ses exportations sans passer par l'intermédiaire de Moscou. C'est ce qu'illustre le récent accord commercial signé avec la Finlande : cette dernière réglera à la Pologne ses excédents en sterling.

La Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale ont également obtenu des crédits. Les obligations envers la Chine Populaire ajoutées à ces concessions financières expliquent les difficultés actuelles de l'Union Soviétique.

ALBERT BÉGUIN, CE GENTILHOMME

Il avait l'âge du siècle et, depuis la mort d'Emmanuel Mounier — sept ans déjà, — il portait la charge de la revue *Esprit*. Suisse et Français à la fois, explorateur heureux du romantisme allemand, il était une assez belle figure d'Européen, et sa vraie patrie se trouvait du côté de cet Extrême-Occident de la pensée où, dans une atmosphère raréfiée, dans une atmosphère rare, dans une atmosphère rare, sont condensées toute la lucidité et toute la passion dont l'homme a été jusqu'ici capable; aussi, quand la marée nazie recouvrait l'Europe, fut-il, en animant *Les Cahiers du Rhône*, le bâtitour d'une admirable arche d'espérance, arc-en-ciel de toute une Résistance; le premier peut-être de nos critiques littéraires, son admiration allait d'instinct aux œuvres essentielles et aux hommes exemplaires, et il semblait, quand il en parlait, recréer, neuve et vivante, la grandeur d'un Pascal, d'un Bloy, d'un Péguy; sauvé du rationalisme par un sens inné du mystère, il était venu assez tard au catholicisme, et ce croyant d'extrême liberté et d'exacte fidélité est mort à Rome le 3 mai dernier, car, dans sa rectitude, la flèche ne peut manquer la cible, et le but, et le centre.

Il mettait très haut la parole, et le mot du poète : « Honneur des hommes,

de ses convictions fondamentales : le culte qu'il avait de la forme, le style qu'il imposait au moindre de ses propos publics, saint langage », exprime assez bien cette rigueur qui signifiait chez lui piété et respect pour le mystère du langage, sacrement naturel où l'idée prend corps, où l'esprit se fait clair; aussi était-il spontanément accordé aux prophètes, c'est-à-dire à ces inspirés qui traduisent dans un verbe somptueux leurs vastes visions ou leurs grandes impatiences, et par exemple à un Bernanos, dont il était de plus en plus envoûté au point de répéter, dans son délire sur le rebord de la mort, des passages d'une œuvre dont le service avait été une de ses raisons de vivre.

En son élégance et en sa noblesse, qui n'admettaient jamais distraction, négligence et absence, se pouvait considérer l'un des rares gentilshommes de ce siècle où la vulgarité et la mauvaise foi se font envahissantes. J'appelle aristocrate l'homme de cœur qui sait se donner sans se répandre ni s'enrôler, qui, dans la générosité de l'accueil, dans le feu de l'action, est capable de maintenir sa réserve, de garder sa distance, d'être à la fois secret et fraternel. Tel était l'un des derniers représentants de cette espèce en voie de disparition, l'aristocrate Albert Béguin. E. B.

Aristocrate et homme de cœur.

les jeux seront faits, et le « club atomique » nous sera fermé.

Au stade actuel, le problème de l'énergie atomique n'est plus seulement ni d'abord un problème technique, c'est un problème économique, c'est-à-dire un problème de prix de revient. Il importe de le comprendre et d'en tirer les conséquences, sur le plan financier et industriel.

Pologne depuis la fin de l'année dernière. L'Union Soviétique s'est vue obligée d'une part de fournir d'importants crédits afin de maintenir le régime communiste et de faire face au plus pressé, d'autre part de consentir certaines concessions en faveur de la Pologne.

Un premier crédit de 25 millions de dollars lui permettait d'acheter les

La crise de l'esprit derrière le rideau de fer

DEPUIS la mort de Staline, il y a du nouveau à l'Est. Les choses changent suivant une dialectique que le communisme a beaucoup de mal à expliquer selon les catégories rigides du système marxiste. A moins que, par une singulière ironie, la célèbre et sommaire loi des contraires, enseignée dans tous les catéchismes marxistes, soit plus vraie encore que ne le pensaient les répétiteurs, jamais lassés de la doctrine établie, et que le régime communiste produise lui-même son propre contraire, ce qui serait en effet un beau triomphe dialectique.

La révolution polonaise, la révolte hongroise ont eu des destinées diverses, et elles pourraient bien n'avoir été que les vagues de front les plus visibles d'une plus vaste poussée qui monte des profondeurs. La Russie elle-même paraît s'émouvoir; un embryon d'opinion publique semble s'y manifester; et la jeunesse, en rébellion contre les disciplines apprises, n'est pas loin d'y faire l'apprentissage du non-conformisme, on va en apporter quelques preuves.

Il faut convenir que, devant le fait du communisme, l'intelligence libérale en Occident a péché par excès de pessimisme. Nous donnions trop facilement aux maîtres de l'U. R. S. S. des dimensions d'épopée, imaginant que ces Titans étaient capables de forger une humanité entièrement nouvelle pour laquelle seraient abolis le sens du mystère, la conscience de la personne et de son autonomie spirituelle; nos prophètes noirs croyaient reconnaître dans ce monde sans âme les scènes de la vie future pour tout le genre humain. Le totalitarisme était pour nous un système clos et sans fissures: puisque le régime disposait de l'enfance et de la jeunesse, élevée à la païenne, dressée à la haine des dieux étrangers et à la vénération de ses propres idoles, comment ne disposerait-il pas de l'avenir? Dans ce système, l'individu était mort, définitivement persuadé qu'il avait abandonné la chimère d'un libre arbitre et d'une existence indépendante pour la réalité substantielle et exaltante d'une libération collective. Tout devenait ainsi parfaitement cohérent, et pourtant cette cohérence avait tort, car la vie confond les géométries trop parfaites.

L'erreur était d'accorder au système adverse que l'homme pouvait être entièrement reconstruit de l'extérieur selon une architecture de réflexes conditionnés. Quand un régime nie la vérité de l'homme, il peut subsister, immuable, longtemps, mais non pas tout le temps. Humanistes et chrétiens, nous étions les défaitistes de notre propre idéal; nous ne croyions pas assez dans les ressources de l'âme et de l'homme intérieur. Le système communiste a pu refouler et comprimer les valeurs de l'esprit. Il était hors de question qu'il les puisse anéantir. Le nouveau à l'Est n'a pas seulement une signification politique. Les événements ont valeur d'une expérimentation véritablement philosophique et métaphysique.

En fait, l'évolution intérieure de l'U. R. S. S. était amorcée, bien avant la mort de Staline. Les nécessités de l'union nationale contre l'invasion hitlérienne, la brèche ouverte par la guerre dans le rideau de fer avaient ébranlé les dogmes officiels. Staline mort, ses successeurs pensèrent tout d'abord qu'une modeste libéralisation du régime serait suffisante pour canaliser le mécontentement, sans qu'il puisse menacer le Parti et le régime lui-même. On instaura la politique du « dégel », mais le dégel russe se transforme toujours en inon-

dation. Pour endiguer le flot, Khrouchtchev procéda alors à la déstalinisation. Il vit dans cette manœuvre une mesure de sécurité immédiate et vitale, une sorte de soupape de sécurité, et l'appliqua sans penser à ses répercussions ultérieures.

Au XX^e Congrès du Parti communiste soviétique, on ordonna aux écrivains d'écrire librement ce qu'ils pensaient, aux syndicats d'user de leurs droits et au peuple russe tout entier d'« être libre ». Mais cela fut fait sous la forme d'un nouvel ukase. Et, jusqu'à maintenant, en dehors de quelques réformes judiciaires et de quelques améliorations de l'échelle des salaires, rien n'a été modifié. Au contraire, lorsque, dans l'euphorie du congrès et au lendemain de celui-ci, les premières critiques commencèrent à se faire jour sur tous les plans, le comité central rappela rudement qu'il ne fallait pas exagérer et qu'aucun blâme à l'égard du Parti ne serait toléré. Ce fut alors le silence.

C'est donc au milieu d'un certain désarroi que se sont produits les événements de Pologne et de Hongrie. Ils ont trouvé un écho très vif au sein de l'intelligentsia soviétique et tout particulièrement parmi la jeunesse universitaire. Devant l'ampleur et la persistance de ces remous, les dirigeants du Parti et le gouvernement ont dû s'occuper ouvertement de ce problème agaçant.

Agitation parmi les étudiants.

Dans la deuxième partie du mois de novembre, l'organe officiel du comité central, édité pour les cadres du Parti, *La Vie du Parti* (n^o 22), a consacré son éditorial au travail pédagogique dans les universités. Il y est dit notamment: *La vie spirituelle de la jeunesse universitaire est devenue plus active. Les étudiants cherchent beaucoup plus qu'auparavant à approfondir les questions de politique et de théorie telles qu'elles se posent après le XX^e Congrès du Parti communiste soviétique et à porter un jugement sur tous les événements...*

L'étudiant qui ne reçoit pas de réponse aux questions qui l'intéressent continuera quand même à la chercher. Éviter de donner des réponses aux questions que posent les étudiants, c'est permettre, consciemment ou inconsciemment, des fausses interprétations, c'est affaiblir la lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise qui pénètre dans notre pays de l'étranger par le truchement de la radio, de la presse, etc.

Dans le Troad en date du 8 décembre 1956, le président du comité central du syndicat des professeurs des universités et de l'enseignement secondaire se penche également sur le problème de l'éducation des étudiants et écrit entre autres: *A l'université de Moscou, le journal mural Tribune a publié des attaques calomnieuses et grossières, empruntées à la presse bourgeoise, contre la presse soviétique. A l'Institut polytechnique de l'Oural, des étudiants, sous le prétexte du développement de la démocratisation et de la critique, ont fait publiquement des déclarations démagogiques, opposant le Komsomol (organisation des jeunes) au Parti... Ces derniers temps, nous voyons de plus en plus fréquemment qu'une partie de la jeunesse estudiantine se passionne pour la littérature boulevardière bourgeoise, la peinture formaliste, la sauvage musique de jazz.*

Vers la fin de l'année, on apprenait officiellement par la voix de la *Komsomolskaya Pravda*, organe officiel du Komsomol, que, dans deux facultés de Leningrad, deux journaux manuscrits ont fait leur apparition. L'un est intitulé *Voix fraîches* et l'autre *Hérésie*. Dans le premier, dit l'organe du Komsomol, *on calomnie le réalisme socialiste, et le second est composé de vers délirants, imitant maladroitement les plus mauvais modèles de la littérature décadente (bourgeoise)*.

Bien entendu, il ne faut pas surestimer ces premiers tâtonnements et ces modestes tentatives de rompre le cadre rigide du conformisme officiel et bureaucratique de la société soviétique. Mais il ne faut pas perdre de vue que, pendant trente-neuf ans, aucun effort de ce genre ne fut fait et que la première pensée libérale part en quelque sorte de zéro.

Le gouvernement soviétique cherche à étouffer dans l'œuf cette rébellion de la jeunesse universitaire. D'une part, on renvoie en masse dans leurs pays d'origine les étudiants des démocraties populaires. La plupart sont venus faire leurs études en U. R. S. S. dans le cadre des échanges culturels, jusqu'à présent très encouragés par Moscou. (Cette mesure frappe tout particulièrement les étudiants polonais, dont plus de la moitié déjà ont quitté la Russie.) D'autre part, les dirigeants envisagent de réviser les conditions d'admission dans l'enseignement supérieur et veulent accroître le nombre des jeunes ouvriers admis directement de l'usine, au détriment des jeunes gens ayant terminé normalement leurs études secondaires. Sans parler de la menace qu'une telle mesure présente pour le niveau général des étudiants, et donc des futures élites intellectuelles du pays, il est certain que les tentatives d'opposer les étudiants aux ouvriers, et vice versa, sont vouées d'avance à l'échec parce que la plupart des étudiants appartiennent aux mêmes familles que les jeunes ouvriers et ne sont que leurs frères plus doués ou ayant plus de goût pour l'étude. Évidemment, il y a aussi, parmi les étudiants,

les fils des hauts fonctionnaires, officiers et autres privilégiés du régime. Mais, si c'est contre ceux-là que le gouvernement entreprendra sa lutte, il affaiblira les assises mêmes du régime et réduira à néant les années d'efforts accomplis pour créer une classe dirigeante et assurer une relève.

Malaise chez les écrivains.

On retrouve un trouble analogue quand on se tourne vers un autre secteur de la vie intellectuelle du pays, celui de la littérature et de l'art. Après avoir dénoncé l'influence néfaste du culte de la personnalité dans le domaine artistique et littéraire, le régime doit constater aujourd'hui que le malaise continue. Dans le numéro d'octobre de la revue *Questions de philosophie*, a été publié un article intitulé : « Autour de la question du retard de l'art dramatique et du théâtre. » Après avoir dénoncé les erreurs du passé, « naturellement » dues au culte de la personnalité, l'article constate que *la confiance envers l'intelligence artistique n'est pas encore, au moment présent, entièrement rétablie...*

Au mois de décembre, au moment où les polémiques parmi les écrivains ont atteint leur point culminant, l'écrivain K. Simonov, le plus stalinien sous Staline, s'est lancé à son tour dans la bagarre en publiant dans la revue *Novy Mir* un article qui a provoqué de très vives réactions. Simonov étudie la baisse du niveau de la littérature d'après guerre. D'après lui, ce n'est pas parce que les écrivains n'ont plus de talent ; non, la raison est plus sérieuse. *La baisse du niveau de la littérature s'explique parce que, quand le talent épouse le mensonge, il se ternit.* Simonov ajoute tout de suite qu'il n'y avait pas de véritable mensonge dans la littérature, mais, *la plupart du temps, on ne dévoilait qu'à demi la vérité, et une demi-vérité est l'ennemie de l'art. Le culte de l'infaillibilité de Staline créait une atmosphère officielle telle qu'on*

parlait beaucoup des succès et très peu des fautes ou des échecs... Il est vrai que, depuis que ces lignes furent écrites par Simonov, un premier coup de frein a été donné à la déstalinisation, de sorte que son article, à son tour, a été violemment attaqué. Le résultat de tout cela est que personne n'ose plus rien écrire, ni prendre position, ni formuler une pensée valable sur tous les problèmes qui préoccupent l'opinion publique, ne sachant plus ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire, ce qui est permis et ce qui n'est pas permis.

*Des aveux ou des demi-aveux à la Simonov ont suscité au moins une réaction inattendue. Le secrétaire général de l'Union des écrivains de l'Ukraine a donné à ce sujet l'appréciation suivante qui se passe de tout commentaire : *Premièrement, chers amis, personne ne vous a forcés à mentir ; et deuxièmement, si vous mentiez avant, qui donc croira que vous ne mentez plus maintenant ?...**

Dans les démocraties populaires.

Dans les démocraties populaires où la domination communiste n'a duré que dix ans, l'évolution est beaucoup plus rapide. L'article le plus caractéristique publié dans ces pays, et qui, à notre sens, constitue un véritable manifeste des jeunes intellectuels à la recherche de formes nouvelles du communisme, est celui qui a paru en date du 21 octobre dans la revue polonaise *Nova Kultura*. L'auteur de l'article considère que le camp communiste a élaboré à son usage un jargon pour se faire comprendre rapidement des masses. Il a élaboré des slogans lapidaires, mais l'auteur se demande s'il n'est pas temps de les abandonner : *Il faut penser de nouveau et ne pas transformer le marxisme en une sorte de Talmud.*

Il considère que pratiquement il faut remplacer le terme de *prolétariat international* par celui de *l'homme universel*. Il considère aussi qu'il faut abolir la propagande de mensonges gratuits sur l'existence dans le monde capitaliste. Il faut être objectif, il faut dire la vérité et lutter sur le plan intellectuel avec des armes intellectuelles. Il dit par exemple : *Que signifie aujourd'hui la notion sommaire « prolétaires de tous les pays » ? Dans une forme aussi primitive et aussi anti-intellectuelle, cela ne veut rien dire. Qu'on essaie donc d'en appeler aux prolétaires australiens avec cette formule. Il est plus que douteux qu'ils aient envie de s'unir aux prolétaires polonais. En Australie, le revenu minimal est si élevé que même la classe ouvrière n'a aucune envie d'élever son niveau de vie... Pendant ce temps, pour obtenir les conditions d'existence les plus élémentaires, les Polonais se révoltent sur le modèle de Poznan... Il est pour le moins bizarre que le mouvement de masses le plus intellectuel, le plus logique, le communisme, ingurgite aujourd'hui des poudres et des comprimés pour penser, qui produisent un effet de narcose, et qu'il évite toute lutte ouverte sur le plan spirituel.*

Le petit groupe « Znak » de députés catholiques à la Diète polonaise porte aussi témoignage pour cet éveil de l'esprit de liberté. Son leader, M. Stomma, qui a obtenu plus de voix aux dernières élections que le propre président de la République, M. Cyrankievitz, décrivait récemment, dans une conférence prononcée à Paris au Centre Catholique des Intellectuels Français, la sorte d'ennui que secrète inévitablement un régime du type stalinien :

Le totalitarisme annihilait la vie. Le stalinisme pratiquait la politique du bâillon. Un ennui mortel envahissait toute la vie ; les mensonges de la propagande pénétraient toute la vie de l'individu, qui n'en était pas dupe, mais devait les subir partout : étalés sur les murs des maisons et aux vitrines des magasins, ressassés par les haut-parleurs des gares, répétés à satiété à l'école, au bureau ou à l'atelier, dans les réunions ou les cortèges... A l'église, on avait la paix. On s'y réfugiait donc volon-

« Les dieux s'en vont. »

tiers et peu à peu on y découvrirait les véritables valeurs religieuses, on s'apercevait que l'aliment spirituel est nécessaire à la vie même de l'homme...

Qu'est-ce à dire sinon que l'utopie, ces citations le démontrent, est dans le mythe léniniste aussi bien que stalinien de la lutte finale ? Une révolution, la dernière, devrait satisfaire, et à jamais, le vieil et tenace instinct révolutionnaire de l'homme, si bien que désormais la révolution appartiendrait au passé. Un grand remuement définitif et puis ensuite l'immobilité absolue. La vérité concrète est celle de la lutte sans fin que découvre la jeunesse de l'Est ; de cette vérité ouverte, elle se fait une arme contre les réalités closes. Le droit de remettre en question et de refaire, voilà ce que réclame, dans un mélange d'impatience équivoque et d'exigence profonde, cette jeunesse qui ressemble ainsi à toutes les jeunesse du monde. Il y a crise révolutionnaire dans une société lorsque élèves et disciples contestent maîtres et professeurs, lorsque le système d'éducation suscite révolte et contradiction de la part de ses propres usagers, lorsque l'ingratitude des enseignants devient force et vertu. Les nouveautés qui surgissent à l'Est font bien une crise révolutionnaire.

Victor HENRY.

Réflexions sur la crise du logement

« Il ne me paraît pas qu'on soit social ou, plus simplement, socialiste, en escamotant les difficultés. »

ON parle beaucoup des menaces qui pèsent sur la construction. Cela n'est nouveau qu'en apparence. En réalité, la construction n'a jamais connu, depuis la Libération — on devrait dire depuis 1913, — ce qu'on pourrait appeler les bases permanentes de son activité normale. Il est bien entendu que, par « activité normale », il faut entendre une activité répondant aux besoins réels et permanents de la population.

En fait, la menace devient sensible parce qu'on découvre que les systèmes de financement mis en place n'ont pas été envisagés en raison de la masse globale des besoins à satisfaire, mais davantage conçus, par certains, comme s'il s'agissait seulement de faire face à une demande passagère. Et pourtant l'opinion aussi bien que l'administration et le pouvoir ont été alertés. Il faut croire que les Français n'ont pas exactement apprécié l'importance ni le volume des chiffres impressionnants qu'ils entendaient. Beaucoup de personnes, et même plusieurs bons esprits, ont cru qu'en quelques années d'un effort exceptionnel la crise du logement serait surmontée, à tout le moins desserrée, à tel point qu'on reverrait apparaître les fameuses pancartes « à louer ». C'est si commode d'appeler optimisme ce qui n'est que légèreté et imprévoyance!

L'industrie du bâtiment en progrès.

Les techniciens, eux, ont eu une idée plus juste de l'effort à accomplir pour répondre à la demande. Dans un temps relativement court, les méthodes, les techniques, les entreprises se sont adaptées à des chantiers dont l'échelle n'a cessé de croître. Cela doit être porté au crédit des architectes et des professionnels, si souvent et si maladroitement critiqués. Sans doute, quelques problèmes de main-d'œuvre restent à résoudre, dont certains peuvent être par le biais des matériaux nouveaux, ou de matériaux dont l'emploi sera nouveau, ou dont la mise en œuvre sera faite par une main-d'œuvre excédentaire, comme celle des menuisiers, en lieu et place des plâtriers, trop rares, par exemple.

Des rapports émanant d'organismes internationaux fatalement lents à enregistrer les résultats obtenus dans des pays très divers, et qui souvent répètent, sans toujours les contrôler à la source, des renseignements statistiques trop

anciens pour être probants, ont pu ignorer ces réussites. Mais les observateurs qui n'ont pas limité leur curiosité à des exemples dépassés et qui ont cherché à comprendre les réalisations étrangères et françaises ont enregistré les progrès considérables accomplis dans notre pays en matière de prix de revient, de durée d'exécution, de qualité des réalisations. On peut affirmer que les chantiers groupés, les immeubles préfinancés, les grands ensembles du secteur industrialisé ont permis la baisse continue du coût réel de la construction française, et cela depuis 1949.

Menaces sur le financement.

Les menaces que redoutent le public, les promoteurs ou les constructeurs ne viennent donc pas de ce côté, mais des perspectives du financement.

Délaissions le secteur des habitations à loyer modéré. Son mode de financement n'est pas en cause. Seuls en discutent ceux qui ne trouvent jamais assez grands les avantages accordés par l'État et qui ne peuvent concevoir l'action sociale qu'assortie de revendications permanentes. Ainsi se justifie peut-être l'existence de certains organismes, voire de certains militants, et s'explique très bien l'état d'insatisfaction malade qui empêche le bien-logé d'être heureux d'avoir quitté son taudis. Ce qui pourrait être discuté en ce secteur social de la construction, ce sont les méthodes administratives, celles de la passation des marchés, celles concernant la gestion, celles encore se rapportant à l'organisation des offices ou des sociétés d'H. L. M., sans parler du volume des crédits accordés, qui devrait correspondre aux promesses produites dominicalement.

Ne pas essouffler le système...

Il reste ce qu'on appelle la construction privée. Je ne crois pas qu'il soit exagéré de dire qu'une certaine confusion s'est installée dans les esprits. Inconscients de la durée inévitable de l'effort, parce que n'appréciant pas correctement l'ampleur des besoins, les gens les mieux intentionnés ont multiplié les avantages à la construction, au risque d'essouffler un système qui déjà n'avait qu'un caractère exceptionnel : je veux parler des primes à la construction et des prêts du Crédit Foncier. On vit les communes et les départements ajouter une

prime à celle de l'État ou prendre en charge la viabilité des terrains cédés, à perte parfois, aux futurs propriétaires, si bien qu'en certaines occasions il devient plus avantageux de devenir propriétaire que d'être locataire dans les immeubles d'habitations à loyer modéré. Quelque chose était vicié. La mariée était trop belle ! Il m'est arrivé de le dire aux annonceurs de temps faciles ; au lieu d'apporter de l'ordre, on désorganisait l'ensemble du système immobilier. En somme, les pouvoirs publics agissaient comme le coureur de fond qui gaspillerait toutes ses forces sur la première partie du parcours, au lieu de réserver son effort pour mieux atteindre le but.

Le problème forme un tout.

On oubliait que le système des primes à la construction n'avait été instauré que pour assurer la mise en route de la construction privée, pour drainer vers elle les capitaux inemployés, pour développer l'activité du bâtiment de telle sorte qu'au moment où la loi sur les loyers des immeubles anciens atteindrait son plein effet, c'est-à-dire aurait rapproché le loyer des immeubles anciens de celui des immeubles neufs, la construction aurait retrouvé des bases saines de financement et de rentabilité.

Il eût fallu sans doute appliquer dans sa rigueur la loi de septembre 1948 et ne pas s'opposer à ce que les loyers de base varient en même temps que les salaires. Il eût fallu vaincre la répugnance que les hypersensibles d'une certaine conception d'action sociale éprouvent à prononcer le mot de rentabilité. (Les grandes entreprises du secteur nationalisé n'ont pas cette phobie et personne ne le leur reproche.) Il eût fallu comprendre que le problème du logement des Français forme un tout, que chaque modification apportée dans un secteur du logement a une incidence immédiate sur l'ensemble du domaine immobilier, ancien ou nouveau ; que le loyer des immeubles anciens a une incidence sur la politique des constructions neuves et sur les menaces qui pèsent sur celles-ci. Ce qui est anormal, c'est de croire qu'on puisse isoler des immeubles par catégories, les professions par groupes, la population par éléments ou couches, riches et pauvres, travailleurs et économiquement faibles, familles et célibataires, jeunes et vieux, pour résoudre pleinement chaque

problème isolément. C'est méconnaître la fluidité de la population, la variété infinie des goûts, des aspirations, des volontés et des moyens, ou admettre que la stratification née de trente années d'insuffisante construction ne peut être remise en cause : les gens aisés, dans les vieux immeubles parfois plus agréables et toujours moins chers ; les travailleurs appelés à se déplacer pour suivre l'emploi dans les immeubles neufs, fatalement plus exigus, au moins pour un temps, et toujours plus onéreux. C'est prétendre que l'ensemble des activités du bâtiment échappe aux règles communes régissant la production agricole aussi bien qu'industrielle. C'est affirmer que cette branche si importante de l'activité de toute communauté humaine aura toujours en France une existence artificielle ; mais, dans ce cas, il est vain ou hypocrite de parler de construction privée.

Veut-on d'un paternalisme d'État ?

Des observations analogues peuvent être présentées à propos de l'allocation de logement. Celle-ci ne devait avoir un caractère permanent que pour une petite partie de la population, l'autre voyant l'allocation diminuer au fur et à mesure que les loyers anciens redeviendraient normaux. Un régime économique est malade si une partie importante de la population, et singulièrement les travailleurs, ne peut pas faire face normalement aux charges représentées par le logement. On peut croire à certains indices, tels que l'établissement de l'échelle mobile pour tout, sauf pour le loyer, ce qui est un comble, qu'on s'oriente vers la prise en charge par l'État d'une partie du loyer d'un très grand nombre de familles françaises. Ira-t-on jusqu'au logement élément de la Sécurité sociale ? Alors le risque serait grand de tomber dans une réglementation dont le caractère insupportable n'a peut-être pas été suffisamment mesuré. Il n'est que de voir certaines cités ouvrières — appellation si caractéristique — nées des meilleures intentions pour mesurer ce que donnerait le paternalisme d'État ou paraétatique.

Déplacer les charges n'est pas les diminuer.

D'ailleurs rien n'aurait été réellement changé. Quel que soit le système en vigueur, c'est l'économie du pays, et donc tous les travailleurs, qui supporte

Eugène Claudius-Petit

« Bâtir pour l'homme. »

les charges de la construction. Que le loyer soit payé directement par les familles, indirectement par l'employeur ou plus indirectement encore par l'impôt, les investissements restent identiques. L'important est donc de rechercher le système réellement le moins coûteux au lieu de se payer d'illusion en déplaçant les charges sans les diminuer.

Voilà des réflexions peu orthodoxes qui pourront paraître peu « sociales ». Mais il ne me paraît pas qu'on soit social ou, plus simplement, socialiste en escamotant les difficultés ; je crois qu'on le devient par l'élimination rigoureuse des illusions trompeuses.

La tâche de toute une génération.

Dans la recherche des bases saines et durables qu'il est souhaitable de donner

à la construction, il ne faut jamais perdre de vue que la construction des quelques millions de logements dont les Français ont besoin doit être l'œuvre de toute une génération. Tout ce qui vise à courir au plus pressé n'est peut-être pas inutile, sans être pour autant fatalement nécessaire. Nous sommes toujours devant la même option qu'il y a dix ans : choisir entre les biens de consommation rapides et les biens de consommation durables. Épuiser sa substance financière sans songer aux investissements durables est du même ordre que manger son blé en herbe. Les Français vont-ils enfin comprendre qu'une courbe démographique ascendante augmente les devoirs sans conférer de droits nouveaux ?

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Comment a-t-on pu se

Bien mieux, il est satisfaisant de constater que les services responsables ont aperçu à temps la raison véritable de ces difficultés, dues non à des circonstances épisodiques, mais à un changement en profondeur dans le domaine de notre commerce extérieur.

Ils se sont rendu compte que l'économie française, qui, à la différence des économies britanniques ou allemandes, n'était naguère intéressée que de façon marginale par la plus ou moins grande intensité des relations économiques extérieures, se trouve désormais, du fait de l'expansion de la production, dans une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger. Seule, en effet, pendant quelques années, l'importation pourra nous permettre de couvrir nos besoins grandissants d'énergie et de matières premières. Cette situation confère un caractère vital au développement de nos exportations, ainsi qu'à un effort rigoureux d'équipement énergétique, en vue de maintenir dans des limites raisonnables, puis de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur, comme le soulignent depuis l'an dernier les travaux préparatoires du III^e Plan.

Plus explicitement encore, les conclusions quasi officielles et publiques des rapports de la commission des Comptes de la Nation sur les budgets économiques, notamment sur ceux de 1956 et 1957, ont insisté non seulement sur le déséquilibre de notre économie, mais aussi sur la gravité de l'illusion qui consisterait à lui attribuer un caractère accidentel. Le dernier en date de ces documents excluait expressément la perspective, pour la France, d'atteindre le moment où le redressement sera possible « sans une nouvelle période de graves difficultés ».

Si le sens du mouvement a été correctement prévu, il semble toutefois que sa rapidité croissante ait surpris les experts. De fait, les commissaires du Plan et le ministère des Finances ont travaillé sur des hypothèses d'exportation et d'importation qui paraissent largement dénoncées par les résultats des premiers mois de 1957. Chacun s'accordait, il est vrai, à penser qu'au delà d'un seuil critique, d'ailleurs difficile à préciser, la réduction du stock de devises entraînerait des réactions psychologiques susceptibles de précipiter l'évolution de manière catastrophique.

Toutefois, il est certain que la complexité des phénomènes économiques et

Guy Mollet à la tribune de l'Assemblée Nationale

« Je n'ai jamais passé pour un économiste et je n'ai pas la prétention de l'être devenu. » (Séance du 19-5-1957.)

BIEN que l'opinion et même le Parlement n'aient pas encore entièrement mesuré la gravité et les conséquences prochaines de la détérioration de notre situation financière, la révélation brutale des difficultés du Trésor public et de notre approvisionnement en devises a causé, dans tous les milieux, une perplexité et une irritation bien compréhensibles.

L'économie n'est-elle pas en pleine expansion? La production ne continue-t-elle pas à progresser sans laisser paraître aucun signe d'essoufflement, la prospérité gagnant même des secteurs naguère en difficulté, comme le textile?

Les autres grandes puissances économiques ne connaissent-elles pas elles-mêmes une situation favorable? Après une sérieuse alerte, la Grande-Bretagne a fini par rétablir son commerce extérieur. L'Allemagne Occidentale, au lendemain d'une très brève pause, a repris à un rythme exceptionnellement rapide sa marche ascendante. La puissante machine américaine, malgré le niveau de vie atteint, « the highest in the world », « tourne » à un régime étonnamment

régulier qui lui assure annuellement un taux d'expansion de 3 %.

Comment expliquer dès lors que l'état de nos finances se soit si brusquement dégradé? Des fautes de gestion ont été commises, à coup sûr. Mais comment de telles erreurs demeurent-elles possibles, alors que les pouvoirs publics disposent de tout un appareil de prévision, dont le rôle devrait être précisément d'éviter les mauvaises surprises?

Répondre à cette question est indispensable pour améliorer notre connaissance et notre contrôle des phénomènes économiques.

L'appareil de prévision n'est pas en défaut

En fait, les signaux d'alarme ont fonctionné. Dès la fin de 1955, les administrations chargées des relations économiques avec l'étranger et du commerce extérieur ont tenu leurs ministres informés de l'évolution inquiétante du déficit commercial et de l'amenuisement des réserves en devises.

laisser surprendre ?

PAR JEAN BAURY

l'enchevêtrement de leurs liaisons sont tels, dans une nation moderne, qu'il est généralement impossible d'aboutir à des prévisions d'une valeur absolue. Pour ne citer que des exemples récents, la bienheureuse erreur des conseillers de Staline, persuadés de l'imminence d'une crise américaine majeure, a peut-être contribué; autant ou même plus que la bombe atomique, à empêcher la guerre froide de dégénérer en guerre chaude. Il est vrai que l'un des plus célèbres économistes des États-Unis, Colin Clark, montrait à peu près au même moment un pessimisme semblable.

Sans même faire état de ces spectaculaires mécomptes, les progrès récents des sciences économiques et statistiques suffiraient à rappeler les spécialistes à la modestie. Combien paraît aujourd'hui lointaine l'époque où, avec une belle assurance, les économistes croyaient pouvoir constater l'existence de lois simples et universelles! En réalité, les liaisons stables et constantes qu'une observation patiente et minutieuse permet de dégager de la forêt touffue des statistiques ne sont valables que pour une structure économique déterminée, laquelle varie de pays à pays, et, pour une même nation, d'une époque à l'autre.

L'accélération vertigineuse du progrès technique, le rythme exceptionnel d'expansion soutenu par la France au cours des dernières années entraînent des déformations et des torsions telles du système qu'elles remettent perpétuellement en question les notions qui paraissent les plus solidement établies. Il n'existe aucune sorcellerie, fût-elle mathématique, qui permette de fonder les prévisions sur autre chose que les observations et les expériences du proche passé. Plus vite change le paysage, plus l'économiste risque d'être dépaycé, voire dépassé.

Aussi bien, si l'appareil de prévision a correctement décelé l'aggravation de notre déficit extérieur, il ne semble pas avoir été en mesure de prévoir avec certitude les réactions de l'organisme économique aux mesures drastiques qui auraient dû être prises, sitôt l'alerte donnée.

Ces mesures n'auraient-elles pas compromis gravement l'expansion, au moment où la crise de Suez pouvait déjà faire planer une certaine menace de récession? Ces doutes peuvent expliquer l'hésitation des pouvoirs publics à agir dès qu'il l'aurait fallu.

Mais cette raison n'est pas suffisante. En réalité, les phénomènes économiques ne peuvent jamais être isolés du contexte politique, et c'est pourquoi, comme nous l'avons déjà écrit ici même, l'économie ne saurait être l'affaire de seuls techniciens.

Aussi bien le climat politique intérieur explique-t-il, plus encore sans doute que les vicissitudes de la conjoncture, l'étrange immobilisme du gouvernement.

La politique a ses raisons...

A cet égard, la conséquence la plus sérieuse des gelées de 1956, de la prolongation des hostilités en Algérie ou de l'affaire de Suez, n'a probablement pas été de précipiter une évolution fâcheuse, mais de masquer ce que celle-ci pouvait avoir de structurel. Apparemment liées à des événements « accidentels », les statistiques de notre commerce extérieur perdaient leur valeur d'aver-tissement. La primauté donnée aux impératifs de la politique algérienne et de la politique extérieure a conduit le gouvernement et le Parlement à négliger l'évolution économique.

Au reste, le caractère minoritaire du gouvernement paralysait sa liberté d'action et lui interdisait d'aborder de front les difficultés économiques.

Du côté de la gauche, les socialistes au pouvoir ne craignaient rien tant que l'ouverture d'une nouvelle ère de revendications sociales. Du côté de la droite, ils redoutaient par-dessus tout d'être taxés une fois de plus de fauteurs de vie chère et de naufrageurs du franc. Ils faisaient, dès lors, passer avant toute autre considération le maintien de l'indice des 213 articles au-dessous du seuil fatidique qui aurait déclenché le mécanisme de l'échelle mobile. On leur a reproché d'avoir augmenté, ce faisant, le déficit budgétaire. Ce n'était pourtant pas le plus grave. En acceptant de sacrifier notre stock de précieuses devises dans la bataille pour le maintien des prix, ils rapprochaient l'heure des échéances difficiles.

Pour des raisons de politique intérieure, les socialistes voulaient également faire oublier leur doctrine, plutôt que d'encourir le reproche de « dirigisme ». Ils s'abstenaient jusqu'à l'extrême limite d'intervenir pour contrarier les tendances spontanées de l'économie, dont le budget économique de

1957 montrait cependant qu'elles conduiraient, par suite d'un déficit extérieur « intolérable », au blocage de tout le système.

Paradoxalement, ceux qui ne cessaient, à la veille des élections du 2 janvier, de réclamer du gouvernement en exercice la publication d'un bilan économique et financier, semblaient refuser de voir la réalité en face et de rompre le climat d'euphorie dans lequel baignait l'opinion.

Surprenante timidité d'un parti, où les « têtes » économiques sont cependant nombreuses, vis-à-vis d'une droite où continuent d'être révévés des principes financiers d'un autre âge! Le souvenir de la dévaluation manquée de 1936 donnerait-il encore des complexes aux experts socialistes des Finances?

Nécessité d'une culture économique.

Les difficultés actuelles doivent servir de leçon. Les techniciens doivent améliorer encore leurs méthodes de prévision pour que les hommes politiques aient de moins en moins à se décider, comme naguère, pratiquement à l'aveugle.

Mais aucun progrès décisif n'aura été accompli tant que la culture économique de l'opinion et de ses représentants demeurera au niveau actuel, incompatible avec les exigences élémentaires d'une démocratie moderne.

Il est incontestable que les erreurs commises depuis le début de la législation par le gouvernement n'auraient pas été possibles si l'opinion et les parlementaires avaient mieux reconnu la véritable importance des problèmes économiques qui allaient se poser prochainement à la nation et s'ils avaient fait réellement pression sur les ministres chargés de nos finances, pour les contraindre à changer de politique.

Cette remarque n'a pas pour objet de déplacer les responsabilités des difficultés présentes, mais de montrer combien il est urgent de s'attaquer à une montagne de préjugés et d'idées fausses. Les péripéties de la crise ministérielle montrent aussi que, sans cet effort, il sera vain de prétendre rétablir la confiance entre les syndicats et les autorités responsables de la politique économique et de vouloir briser, le cas échéant, les intérêts professionnels ou privés en opposition avec l'intérêt général.

La première Bastille à abattre aujourd'hui est celle de l'ignorance, parce qu'elle couvre toutes les autres.

Réformer... se réformer... ou périr...

La crise ministérielle a démontré, une fois de plus, la profondeur du mal politique dont souffre la France. Cependant, l'accord est loin d'être unanime, non seulement sur le choix, mais sur l'efficacité des remèdes proposés. Nous avons demandé à un éminent sociologue, Raymond Aron, professeur à la Sorbonne, et à deux hommes politiques qui ont exercé d'importantes responsabilités parlementaires et gouvernementales, André Philip, ancien ministre socialiste, et Jean Lecanuet, ancien ministre républicain populaire, de confronter leurs points de vue sur ces questions, devant lesquelles aucun Français, soucieux de l'avenir de son pays, ne peut rester indifférent.

R. ARON : Avant de spéculer sur les réformes possibles de nos mœurs et de nos institutions, il faut reconnaître des faits contraignants : il n'y a pas et il ne peut pas y avoir, en France, deux grands partis ou même trois grands partis comparables aux partis anglais ou américains. Il y aura inévitablement ce que l'on appelle des familles spirituelles multiples, se traduisant au Parlement par des groupes qui seront au moins au nombre de quatre ou cinq, et plutôt six que cinq. On ne peut pas concevoir qu'il existe en France un parti qui soit l'équivalent du parti conservateur britannique, et accepte un état-major comportant, simultanément, des catholiques de droite de tradition contre-révolutionnaire, des démocrates-chrétiens et des conservateurs laïques voltairiens. Ces trois sortes d'hommes peuvent être d'accord sur un problème concret et précis, ils ne peuvent pas constituer un même parti.

L'existence de grands partis permet-elle d'organiser la diversité des tendances politiques françaises ?

Raymond Aron

- **Raymond Aron : C'est une utopie,**
— car l'essence de quelques-unes de ces tendances est de refuser toute organisation de parti ;
— car les partis organisés sont tout aussi divisés que les autres ;
— car le fonctionnement même du Parlement avantage les petits partis.
- **Jean Lecanuet : C'est une nécessité,**
car le pluralisme suppose l'organisation des partis pour exprimer et régler les tendances qui doivent se confronter et, à certains moments, converger pour des tâches communes.
- **André Philip : Il n'y a pas d'autre moyen de faire fonctionner la démocratie ;**
et aucun obstacle insurmontable ne s'oppose à ce que nous progressions dans ce sens, car nos difficultés actuelles tiennent essentiellement à ce que nous sommes dans une période de transition.

Cette diversité de traditions spirituelles s'exprimera dans la politique française, d'autant plus qu'elle s'est incarnée en France dans une diversité régionale largement inconnue dans un pays comme la Grande-Bretagne. N'essayons donc pas de faire des réformes en fonction d'une structure de partis et d'une structure de majorité qui ne sont pas données et qui ne peuvent pas l'être.

A. PHILIP : Je suis d'accord avec Aron, j'ajouterai simplement une observation supplémentaire : je crois que certaines diversités tiennent, en effet, comme il l'a dit, aux traditions et aux régions mais les principales sont dues au fait que nous sommes dans une période de transition. Nos divisions politiques se sont constituées au XIX^e siècle sur la base d'un certain nombre de problèmes qui se posaient à ce moment-là. Aujourd'hui, des problèmes nouveaux surgissent, par exemple celui de l'Union Européenne.

André Phisip

et provoquent des divisions nouvelles qui ne correspondent pas aux anciennes divisions politiques. Aux éléments de diversité permanents qu'a indiqués Aron et qui, je crois, subsisteront, se surajoutent des éléments passagers, dus à la situation de transition dans laquelle nous sommes, où la superstructure politique ne correspond plus à l'évolution actuelle des structures économiques et sociales nouvelles en train de naître. Je crois que ces derniers éléments de diversité arriveront, dans un délai que j'espère assez bref, à être surmontés et qu'apparaîtront alors des possibilités nouvelles de collaboration que nous ne pouvons pas encore envisager à l'heure présente, parce qu'elles ne sont pas encore mûres.

J. LECANUET : Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que le pluralisme est un fait. Mais il ne doit pas conduire, comme trop souvent nous le constatons, la diversité française à une

Jean Lecanuet

Jacques Gouault, organisateur du débat

pulvérisation des tendances et à la multiplication de groupes voire même de groupuscules, qui sont par leur nature même dépourvus d'efficacité. Sous cette réserve, je crois nécessaire non seulement de reconnaître l'existence du pluralisme, car c'est un devoir d'objectivité, mais d'aller jusqu'à la célébrer, car j'y vois la traduction même des libertés vivantes, s'exprimant dans ce que vous appelez tout à l'heure les diverses familles spirituelles ou intellectuelles, ou les diverses catégories sociologiques de la nation.

Mais ce pluralisme suppose un correctif, l'existence de partis organisés. On ne peut pas imaginer que des courants d'opinion puissent se confronter et, à certains moments d'ailleurs, converger pour des tâches communes, sans que ces diverses tendances soient exprimées, condensées, réglées à travers un certain nombre de principes acceptés et de normes d'action reconnues à l'intérieur des partis.

R. ARON : Vous permettez que je vous interroge ?

J. LECANUET : Oui.

R. ARON : J'ai l'impression que vous avez déjà versé dans l'utopie. Vous évoquez les différentes tendances intellectuelles ou politiques s'exprimant par des partis organisés. Or, l'essence de quelques-unes de ces tendances, c'est de refuser l'organisation de partis. Vous ne pouvez pas avoir un système de partis organisés dans un pays comme la France, où certaines tendances se définissent par le refus de l'organisation de parti.

A. PHILIP : C'est possible. N'empêche que, si nous voulons essayer de faire fonctionner la démocratie, je crois, comme Lecanuet, qu'il n'y a pas d'autre moyen que d'essayer de constituer, peu à peu, le nombre le plus restreint possible de partis à la fois solidement organisés et respectant la liberté individuelle de leurs membres.

Je ne suis pas aussi certain que vous que votre diversité tienne à une nécessité absolue ou à un tempérament national foncièrement inéluctable. Je crois qu'à l'heure présente elle tient à la multiplicité des problèmes, et que peu à peu notre effort d'organisation réussira à progresser. Je ne dis pas qu'il triomphera totalement à un moment donné, je dis qu'il y a une ligne d'action à propos de laquelle des progrès relatifs et réguliers peuvent être espérés, je crois, sans optimisme excessif.

R. ARON : Je voudrais faire deux objections. Premièrement, les partis organisés pour l'instant sont tout aussi divisés, souvent plus divisés que les autres à propos des grandes décisions à prendre ; il convient donc de différencier strictement les deux notions : une grande force électorale organisée et un parti unifié. Le parti socialiste n'a été unifié ni sur la cause de l'Europe, ni sur celle de la C. E. D., ni sur un certain nombre d'autres sujets. Deuxièmement, la survivance de groupuscules est liée au fonctionnement séculaire, dirais-je, du Parlement français. Dès qu'il y a des majorités de coalition, il y a un intérêt considérable, ne serait-ce qu'au point de vue du rendement en portefeuilles, d'appartenir à de petits groupes. Dès lors, votre grande tendance vers l'organisation, j'en doute beaucoup dans l'instant présent, et surtout je voudrais vous poser la question : qu'est-ce que l'on peut faire pour la favoriser ?

Pour une clarification des débats électoraux.

A. PHILIP : Cela me semble poser deux problèmes : je crois que, sans en attendre trop, l'idée de donner au président du Conseil la possibilité de dissoudre l'Assemblée, quand un problème important se pose, sera un élément favorable à la tendance à l'organisation des groupes politiques. Sur ce point, moi, je suis tout à fait partisan du pouvoir de dissolution donné au président du Conseil avec une réserve : lorsque l'on dissout le Parlement, en réalité, si on retourne devant les électeurs, c'est pour leur demander leur avis sur un problème précis ou sur un petit nombre de problèmes. Et je verrais volontiers que, lorsque le président du Conseil prend son décret de dissolution, il le fasse précéder d'un exposé des motifs rédigé par le président de la République et qui essaierait de définir le problème posé au corps électoral, en résumant les arguments à la fois du gouvernement et de l'opposition, de façon à clarifier la matière et à donner au corps électoral l'impression qu'il doit faire un choix sur une question particulièrement importante.

Je crois aussi que, pour rendre efficace la dissolution, l'élection doit avoir un caractère majoritaire. Pour ma part, j'ai été longtemps proportionnaliste, mais je crois que la proportionnelle aboutit à l'heure actuelle à cliquer les tendances telles qu'elles existent et ne suscite plus dans l'opinion les transformations indispensables. Le retour au scrutin d'arrondissement aboutirait d'ailleurs à un nouvel émiettement encore plus grand, les gens votant pour des personnalités, et l'on aurait définitivement

600 petits Bonaparte dans 600 circonscriptions différentes...

R. ARON : Vous êtes optimiste !

A. PHILIP : Chacun ferait ce qu'il voudrait au plan politique, la réélection dépendant seulement des services rendus...

R. ARON : Alors, ne parlez pas de Bonaparte...

A. PHILIP : Le scrutin public à deux tours, dans le cadre le plus large possible, au minimum départemental, est celui qui permettrait le mieux à une consultation populaire, au cours d'une dissolution, d'exprimer un choix clair.

Faut-il abandonner la proportionnelle ?

J. LECANUET : Parmi les moyens qui viennent d'être énumérés, j'en retiens deux ; l'un, c'est la dissolution dont il convient, indiscutablement, de renforcer la vigueur et la signification en en faisant une arme pour le gouvernement qui doit pouvoir choisir l'heure de la consultation électorale et abrégé ces périodes toujours dangereuses pour la démocratie qui sont celles qui précèdent la consultation à date prévue.

En ce qui concerne le mode électoral, j'avoue ne pas partager entièrement le point de vue de Philip. En effet, je récusé comme lui le scrutin d'arrondissement, mais, en ce qui concerne le scrutin départemental à deux tours, je craindrais qu'il n'aboutisse, en définitive, à tracer entre la droite et la gauche une ligne de partage artificielle et démodée au regard des grands problèmes que nous voudrions résoudre. Dans de très nombreux départements, la question scolaire continuerait de se substituer aux problèmes importants et actuels que vous évoquiez tout à l'heure : l'Europe, l'évolution des territoires d'outre-mer, la réforme de l'État, l'expansion économique au service du progrès social, lors des désistements au deuxième tour, retardant les rapprochements politiques nécessaires aux grandes constructions de l'avenir.

A. PHILIP : Est-ce à dire que vous vous ralliez à terme au scrutin départemental à deux tours, pour le moment où l'éducation de l'opinion aura permis de poser les véritables problèmes dans une campagne électorale ?

J. LECANUET : A terme, lorsque l'éducation de l'opinion serait achevée, nous pourrions l'envisager ; mais je crains alors que l'échéance n'en soit repoussée très loin. Et il ne faut pas oublier que l'existence du parti communiste fausse le jeu des blocs.

R. ARON : Je suis d'accord avec l'extension du droit de dissolution, et, d'ailleurs, depuis longtemps, je l'ai proposée. Mais je suis contre la dissolution automatique. La formule la meilleure pour la dissolution est la plus simple. Un président du Conseil renversé a le droit de dissoudre l'Assemblée, si le président de la République en tombe d'accord.

Il n'est pas démontré que ce droit soit utilisé très souvent, car les mœurs parlementaires sont telles que le président du Conseil qui aura renvoyé ses collègues devant le pays devra s'attendre à une certaine impopularité, au moins dans le Parlement, et par conséquent fera un usage modéré de ce droit. On peut concevoir qu'à titre de menace ce droit ait une certaine utilité.

Cela dit, votre proposition d'assortir le décret de dissolution d'un exposé des motifs destiné à fournir les thèmes de la campagne électorale me paraît séduisante pour l'esprit, et complètement non pratique. Il est extrêmement difficile de résumer clairement et objectivement les arguments des deux thèses en présence, et vous êtes très optimiste en supposant qu'une fois qu'un gouvernement est renversé il y a deux thèses en présence. Il peut y en avoir plus de deux, les arguments peuvent être discutés. Je doute qu'un résumé par le président de la République obtienne l'assentiment

général. Et, à supposer même que ce fût possible, je crois que votre idée est non pratique, parce qu'elle suppose que l'on peut obliger les Français à choisir des solutions à des problèmes précis, alors qu'ils ont toujours voté et continueront toujours de voter selon ce que l'on pourrait appeler, avec un peu d'ironie, leurs « affinités électives », pour prendre le titre du roman de Goethe.

A. PHILIP : Je ne pense pas qu'« ils continueront toujours ». J'ai l'impression qu'au XIX^e siècle, dans les débuts de la démocratie, il y a eu des votes sur des problèmes très précis. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à une véritable dégénérescence, où la campagne électorale consiste en une sorte de jeu dramatique sur des problèmes dont il est bien entendu qu'ils ne correspondent aucunement à la réalité. On choisit le meilleur acteur et on lui donne le pouvoir d'arriver ensuite au Parlement, où il est bien entendu que ce qu'il fera n'aura aucun rapport avec ce qu'il a dit dans sa campagne électorale, parce qu'à ce moment-là il se heurtera aux vrais problèmes. J'ai le sentiment que, de plus en plus, on en a conscience, et que tout ce qui permettrait de soumettre à l'opinion

c'est précisément pour cela que nous devons essayer de créer les structures nécessaires.

R. ARON : Oui... J'aimerais savoir si nous discutons de ce qui est souhaitable, ou si nous discutons de ce qui est possible. Si nous sommes dans l'ordre du souhaitable, je n'ai pas beaucoup d'objections à votre plan.

Tout de même, quand j'écoute André Philip, je suis frappé que lui, qui est celui de nous trois qui a le plus d'expérience parlementaire, est celui qui, à mon sens, parle le plus en professeur et en réformateur, c'est-à-dire en faisant abstraction d'une grande part de la réalité. Tels que sont les partis français, et non pas seulement depuis la deuxième guerre mondiale, mais depuis la Troisième République, ils n'aliéneront pas leur liberté de manœuvre et leur liberté de coalition en se fixant définitivement au cours de la campagne électorale ; et je ne vois aucune modification de la loi ou de la constitution qui puisse obliger les partis à conclure des alliances valables pendant une législature entière. Nous avons eu assez d'exemples de coalitions électorales qui se sont désagrégées au bout

— Comment favoriser la constitution de majorités véritables ?

● André Philip : Avant la campagne électorale,

en poussant les partis à conclure de véritables accords :

- par l'usage du droit de dissolution et la consultation directe et explicite des électeurs sur le problème qui a été à l'origine de la crise ;
- par l'institution d'un scrutin à deux tours, dans un cadre au minimum départemental.

● Jean Lecanuet : Lors de la formation du gouvernement,

en contraignant les partis, par des règles constitutionnelles strictes, à conclure un véritable contrat de majorité.

Un accord électoral peut faciliter un tel contrat, mais le scrutin à deux tours irait à l'encontre de ce but, en poussant, au deuxième tour, à des alliances négatives et démodées.

● Raymond Aron : Le remède ne relève pas de la procédure.

Nos difficultés tiennent :

- à des traditions et à des mœurs solidement enracinées,
- et, surtout, à une division dramatique qui atteint tous les partis et trouble chaque Français.

publique les problèmes tels qu'ils se posent à un moment déterminé serait bien accueilli, et que les choix ne seraient pas tellement difficiles. Au fond, aujourd'hui où un gouvernement vient d'être renversé, s'en aller devant le pays consisterait à répondre à la question : êtes-vous, oui ou non, pour la politique actuelle en Algérie ; et, deuxièmement, si vous êtes pour, êtes-vous disposés à faire pour cela les sacrifices financiers nécessaires ?

R. ARON : Mais je ne suis pas du tout d'accord pour dire que, dans les campagnes électorales, on ne parle pas des vrais problèmes. M. Guy Mollet avait beaucoup parlé de l'Algérie, M. Mendès-France aussi. Je n'assure pas que M. Guy Mollet ait dit dans la campagne électorale la même chose que ce qu'il dit maintenant...

J. LECANUET : Ah, voilà !...

R. ARON : Mais, le changement entre le discours électoral et le discours du président du gouvernement, aucune espèce de législation ne peut l'empêcher ; et je ne connais pas de pays où les candidats aux élections n'emploient un langage légèrement différent de celui qu'ils emploient après les élections. Ne nous accablons pas, c'est un phénomène que j'appellerai humain, trop humain et non pas spécifiquement français, et n'oubliez pas que la discussion porte uniquement sur un point : pouvez-vous obliger les candidats aux élections de se faire uniquement élire sur le problème qui a précipité la chute du ministère ? Je ne le crois pas.

A. PHILIP : Je ne dis pas uniquement, je dis essentiellement. Et

de quelques mois, au bout d'un an ou au bout de deux ans.

Or cette désagrégation des coalitions électorales est liée, d'une part, à l'essence d'un parlement pluraliste et, d'autre part, à la conception que les parlementaires, depuis qu'ils sont parlementaires, se font du rôle de l'Assemblée. Ils revendiquent pour l'Assemblée le droit à manœuvrer librement et à créer des coalitions changeantes au cours d'une même législature. Je ne vois donc aucun moyen, sauf à supposer les mœurs françaises bouleversées, d'obliger les partis à s'entendre définitivement en se présentant devant le pays.

D'ailleurs, je ne veux pas faire de personnalités, mais il y a un certain nombre de gouvernements qui ont éventuellement commencé des législatures et que j'aurais été fort fâché de voir encore au pouvoir au bout de trois ou quatre ans. Il faut tenir compte que le premier gouvernement de la législature peut être mauvais, et il faut réserver la possibilité de sanctionner les échecs d'un gouvernement.

J. LECANUET : Sans doute, mais, entre des gouvernements de six mois et un gouvernement de cinq ans, il y a un équilibre à trouver, qui est indispensable si on croit, comme c'est mon cas, que la continuité est l'un des facteurs sans lesquels aucune solution durable ne peut être obtenue. Si le gouvernement ne peut pas toujours durer toute la législature, il doit, au moins, pouvoir avoir cette ambition au départ.

A. PHILIP : Je crois qu'il n'est pas impossible dans les circons-

tances présentes, devant le mécontentement général de l'opinion à l'égard de la façon dont fonctionne le Parlement, si nous introduisons la dissolution, de contraindre les partis à réaliser un accord devant le corps électoral. Je ne vous dis pas que cela durera ensuite pendant toute la législature, ne serait-ce que parce que, au bout d'un an ou deux, des problèmes nouveaux non prévus à ce moment-là ne manqueront pas de se poser.

Ce qui m'importe, ce n'est pas tellement la durée que l'efficacité. Le gouvernement Léon Blum en 1936 a duré sensiblement moins longtemps que le gouvernement Guy Mollet, mais, par contre, il a, lui, marqué cette courte période par des actes positifs, constructifs, qui sont ensuite restés dans l'histoire française et sur lesquels personne n'a pu revenir.

Je crois donc à la nécessité d'un programme, d'une coalition et de la désignation d'un président du Conseil avant la campagne électorale ; ainsi seulement pourra être constitué, aussitôt après, un gouvernement capable d'agir efficacement et de réaliser quelque chose pendant un délai de plusieurs mois et peut-être de plus d'une année. Je ne cherche pas à obtenir davantage à l'heure actuelle, précisément parce que je suis réaliste et que je tiens compte de l'ensemble des données objectives. Surtout, je ne suis pas pour le gouvernement de législature, ne serait-ce que parce que, très vite, se posent des problèmes nouveaux sur lesquels il est indispensable que le Parlement prenne ses responsabilités, quitte à devoir recourir à une dissolution afin de demander à nouveau l'avis du corps électoral.

La confiance à répétition
n'est pas la confiance.

J. LECANUET : En somme, ce qui doit être réformé en premier, c'est, j'allais presque dire la moralité, en tout cas, la rigueur intellectuelle des hommes qui ont la responsabilité du pouvoir. Il y a, en effet, une sorte d'immoralité, très vivement ressentie par l'opinion publique, lorsque des hommes paraissent s'entendre un instant au Parlement pour une investiture pour ensuite se diviser peu de temps après. On devrait donc introduire dans les structures des dispositions contraignant les groupes parlementaires à un effort de définition de programme et d'accord durable pour l'action.

Tel est le but des propositions du MRP tendant à modifier le système actuel de la question de confiance, auquel serait substitué un système de censure, qui n'entraînerait la démission du président du Conseil que si un autre chef de majorité et une autre politique avaient été adoptés par le Parlement. Ainsi arriverait-on à éviter, ce qui est un des maux essentiels de notre démocratie parlementaire, ces conjonctions momentanées des extrêmes, nouées pour abattre un gouvernement, mais incapables ensuite d'en engendrer un nouveau.

R. ARON : Sans parler des conjonctions d'extrêmes pour faire vivre un gouvernement.

J. LECANUET : Dans les mêmes perspectives, nous avons proposé d'instituer une délégation de pouvoir faite par le Parlement, après qu'il aurait défini une majorité, au gouvernement qui devrait être formé à l'image de cette majorité. Il faut faire en sorte que le président du Conseil ne soit pas dans l'obligation, comme cela fut le cas sous le dernier gouvernement, de poser trente-quatre fois la question de confiance pour une existence gouvernementale de quinze à seize mois. Dans son principe, la délégation de pouvoir est au fond une sorte de généralisation de la loi-cadre ; mais, au lieu qu'elle soit relative à quelques objets seulement, et limitée dans le temps, elle revêt une extension beaucoup plus vaste. L'irrecevabilité serait opposée à toute proposition parlementaire contraire aux matières inscrites dans le champ d'application de la délégation du pouvoir. De telles réformes me paraîtraient de nature à la fois à contraindre le pluralisme parlementaire à se

solidifier autour d'une formule de majorité, et à laisser au gouvernement beaucoup plus de liberté dans ses initiatives. La stabilité, pour la réalisation d'un programme, en résulterait.

R. ARON : Oui, en théorie et dans l'abstrait, mon cher, vous êtes irrésistible. L'ennui, c'est que tout ça se déroule dans la fiction, car vous avez l'air de supposer que les députés de la majorité sont d'accord avec le gouvernement pour lequel ils votent. Or nous ne savons que trop, depuis deux ans, à quel point des hommes de partis peuvent voter pour une politique qu'ils détestent, à quel point les partis unanimes dans leurs votes sont divisés dans leurs convictions, à quel point la politique officiellement affirmée par le gouvernement ne correspond pas aux préférences de la moitié ou des deux tiers des ministres.

Ce qui pervertit la politique française, c'est le faux-semblant, c'est le faux respect humain, ce sont les positions de pure tactique politique qui ne correspondent pas aux convictions ; et, aussi longtemps que vous pourrez, comme je l'ai fait si souvent au cours des derniers mois, rencontrer des ministres qui vous tiennent les propos les plus raisonnables et les plus contradictoires avec la politique de leur gouvernement, toutes les formules brillantes que vous venez de nous exposer seront, à la fois, convaincantes dans une discussion théorique et sans grand rapport avec les véritables contradictions de la vie parlementaire française.

A. PHILIP : Pour ma part, je suis tout à fait d'accord avec Lecanuet, mais je voudrais ajouter deux observations. La première, c'est que, dans le cadre parlementaire et au début d'une législature, je crois qu'il sera assez difficile de se mettre d'accord sur le programme et la délégation de pouvoirs dont parle Lecanuet, si on n'a pas essayé de préparer ce travail avant la campagne électorale.

J. LECANUET : Tout à fait d'accord.

A. PHILIP : Les députés ne se sentiront engagés que si, au moment de la campagne électorale, on a présenté aux électeurs le nombre le plus restreint possible de coalitions, les partis décidés à gouverner ensemble s'étant préalablement mis d'accord, et sur le programme et sur le choix du président du Conseil. Ainsi le peuple lui-même, par son vote, donnerait une indication claire pour la constitution du gouvernement. Je crois qu'alors le deuxième stade dont parle Lecanuet serait possible.

J. LECANUET : La thèse d'Aron est fondée sur un pessimisme qui me paraît tout de même un peu excessif. Je n'ai pas rencontré, pour ma part, que des ministres qui tiennent des propos différents en public et dans le privé. Je crois, par ailleurs, comme Philip, que les partis politiques peuvent s'imposer un certain nombre de disciplines. Ceci, précisément, est lié à l'existence de partis politiques organisés, comme nous le disions en commençant. L'utilité d'une réforme de l'État, s'il est vrai qu'elle ne résoudra pas tous les problèmes et ne changera pas, du jour au lendemain, les mœurs parlementaires, est précisément de soumettre le jeu des partis politiques à un certain nombre de règles contraignantes qui ordonnent leur action en vue du Bien commun.

R. ARON : Je ne voudrais pas faire l'esprit diabolique qui toujours dit « non ». Donc, j'ai envie, après avoir entendu ce prêche, de dire « amen », qu'il en soit ainsi. Tout de même, je suis obligé de rappeler un certain nombre de réalités désagréables, mais, pour l'instant, décisives. Le fait est que, sur les grandes questions : Algérie, structure de l'Union Française, Marché Commun, il n'y a pas d'unité de pensée à l'intérieur des partis les plus organisés et les plus cohérents. Donc, tout programme de gouvernement présenté à l'opinion avant la campagne électorale récente aurait été un mélange de souhaits, d'illusions, de préjugés ou de formules dites populaires, mais n'aurait pas pu correspondre à la conviction commune de gens destinés à gouverner ensemble. Ce n'est pas un mystère, en effet, que le parti radical et le parti socialiste sont profondément divisés sur la politique actuelle en Algérie, profondément

divisés sur le Marché Commun, profondément divisés même sur la représentation qu'on doit se faire de la France, de son rôle, de son avenir.

Parlons de manière extrêmement brutale : pour un certain nombre de Français, l'abandon de la souveraineté en Algérie est la consécration de la décadence ; pour d'autres, dont je suis, ce qui est une forme d'aveuglement et une forme de décadence intellectuelle, c'est le refus d'abandonner une souveraineté révolue. Or, ces deux convictions, vous les rencontrez dans tous les partis.

La chose terrible, c'est que vos propositions tendent, en effet, à atténuer les conséquences des difficultés qui tiennent aux mœurs, aux habitudes parlementaires ; mais, dans la crise présente, ce qui domine tout, c'est autre chose : c'est que les Français ne sont pas d'accord sur l'idée qu'ils se font de la France et sur le rôle de la France dans le monde. Or cette division va jusqu'au cœur de chaque parti et, d'une certaine façon, de chaque Français en particulier. C'est pourquoi notre discussion, tout à fait raisonnable sur la grande perspective, est, par rapport au drame actuel, une discussion académique.

conscience de ses responsabilités politiques, et peut-être également des coopératives agricoles, que devrait venir l'initiative du regroupement des différentes tendances politiques, autour d'un programme établi en fonction de ces problèmes. J'ai l'impression que cette pression de la société vivante, pesant de tout son poids sur le Parlement, permettra d'accélérer quelque peu la période de transition et de désordre dans laquelle nous vivons depuis au moins une dizaine d'années.

Ces perspectives ne sont pas utopiques, Aron, car n'oubliez pas l'état de découragement, de dégoût qui est aujourd'hui celui de l'ensemble de l'opinion publique, et tous les prodromes du fascisme qui commencent à se manifester chez nous, et peuvent conduire à une situation grave si nous ne prenons pas à temps les mesures nécessaires. Alors, là, vous savez que, par tempérament, je suis optimiste...

R. ARON : Moi aussi.

A. PHILIP : ...Devant la menace du fascisme qui se précisera, les choses mûriront beaucoup plus vite que vous ne le pensez mainte-

La physionomie politique présente de la France est-elle immuable ?

● **André Philip : La désintégration des forces politiques actuelles peut préparer leur reclassement.**

Comme dans le passé, cette évolution peut être accélérée par la pression des forces vives de la société et par la menace renaissante du fascisme.

● **Jean Lecanuet : Le dépassement des anciens antagonismes n'implique pas forcément l'éclatement des partis actuels.**

L'existence à l'intérieur des partis d'un authentique esprit de dialogue constitue la meilleure chance de ce dépassement nécessaire.

● **Raymond Aron : Une crise morale très grave est inévitable.**

Mais elle doit susciter la prise de conscience, par les Français, de ce qu'est et de ce que veut être la France.

A. PHILIP : Je ne crois pas que ce soit une discussion académique. Vous venez précisément de mettre le doigt sur ce que j'évoquais tout à fait au début : le fait que nous sommes dans une période de transition. Les Français se divisent, sur les questions à l'ordre du jour, autrement qu'ils ne s'étaient divisés jusqu'ici ; les problèmes d'aujourd'hui, problèmes économiques, problèmes sociaux, problèmes de l'Union Française, problèmes de l'Union Européenne, ne correspondent pas à ceux qui ont inspiré les anciennes différenciations des partis. Nous sommes dans une phase de désintégration des partis qui doit préparer une réintégration sur de nouvelles bases. Je ne sais pas quand cette réintégration sera possible, mais on peut, dès maintenant, la préparer par l'organisation, dans chaque parti, de minorités solides et actives et par des contacts directs entre les minorités des divers partis de gauche, en vue de préparer le rassemblement qui viendra demain.

N'oubliez pas non plus que, dans l'histoire, il n'y a eu, en particulier à gauche, de coalition, je ne dis pas nécessairement durable, mais capable pendant un certain temps de faire un travail effectif et constructeur que lorsqu'il y a eu une pression venant de l'extérieur. Autant que je m'en souviens, le bloc des gauches, en 1924, est né d'une initiative de la Ligue des Droits de l'Homme. Le Front Populaire, lui, est né d'une action du Comité des intellectuels antifascistes.

Aujourd'hui où il s'agit de procéder à des regroupements dépassant les divisions des partis politiques héritées du passé, je crois que c'est essentiellement du mouvement syndical, ayant pris

nant, et, le redressement nécessaire, nous serons contraints par les événements de le faire.

J. LECANUET : Je ne suis pas sûr que, comme le dit Philip, nous soyons devant une phase de désintégration des partis. Il est vrai qu'il y a, dans certains partis, des diversités, des interrogations ; mais je crois que de telles manifestations sont saines, lorsqu'elles procèdent d'une volonté de lutter contre l'immobilisme et l'opportunisme que favorisent inévitablement l'inertie et l'instinct de conservation propres à tout organisme, politique ou autre.

Je dirais même que c'est l'existence d'un authentique esprit de dialogue à l'intérieur des partis démocratiques qui me paraît constituer la meilleure chance d'un effort d'ouverture au réel et d'entente entre ces partis eux-mêmes. Le dépassement de leurs anciens antagonismes ne me paraît pas impliquer forcément leur éclatement.

L'élaboration d'un authentique programme d'action fondé sur l'adhésion de ces partis à un grand nombre de solutions concrètes, communes dans le domaine de la vie économique, sociale, internationale, doit devenir la base des regroupements de l'avenir.

Il faut savoir unir après avoir séparé ce qui est distinct.

R. ARON : Je ne voudrais dire qu'un seul mot pour conclure. Sur un point, je suis plus optimiste que Philip : je ne crois pas que nous soyons menacés à courte échéance de quelque chose comme le fascisme ; mais je crois, comme lui, que nous allons vers une crise d'une extrême gravité, parce que c'est une crise de laquelle doit sortir enfin la prise de conscience par les Français de ce qu'est et de ce que veut être la France.

Quand l'Algérie attend

PAR GEORGES LE BRUN-KERIS

dien, j'éprouve jusqu'à l'ivresse la liberté de l'espace.

Des enfants nagent dans une mer si transparente qu'on en discerne les fonds de sable ou de rocher. Un couple s'enlace dans une crique. Les champs que nous frôlons frémissent sous nos pales, ployant leurs marguerites d'or à ce souffle. Illusoire vision de paix. Que Peter Schlemihl ne soulève aucun de ces toits. Il révélerait trop de drames.

Un seul drame d'ailleurs, celui d'une interminable attente. Alger attend. On attend dans la Kasbah je ne sais quelle délivrance. On attend dans Bab-el-Oued des temps heureux sans attentat. Dans les villas ombragées de palmes, on attend. On attend au Palais d'Été. On attend à chacun des étages du Gouvernement Général. On attend. On attend d'une attente comme substantielle. L'attente devient la raison d'être de toute une ville. Derrière son bureau de palissandre, M. le ministre résidant Robert Lacoste attend, comme attendent l'Igame d'Alger et l'Apollon de Cherrhell égarés face à face dans un palais mauresque mâtiné de Grand Magasin. Du chaouche au général commandant en chef, du cireur de chaussures à l'amiral, du marchand d'oranges à M. Borgeaud, toute l'Algérie attend Godot.

Demain verra-t-il une politique algérienne ? Comme ses prédécesseurs, le ministre résidant M. Lacoste gît, accablé sous les quinze étages du Gouvernement Général. De temps à autre en sort un discours, ou encore une « directive générale », ainsi nommée sans doute parce qu'elle consigne quelques points de détails sans imprimer aucune direction. Au-delà de ce grand moulin à vent et à papier, le Gouvernement Général, chacun agit à sa guise. Chaque Igame a sa politique, et chacun des préfets la sienne; que dis-je, chaque lieutenant! Quiconque possède un galon sur sa manche se sent un Lyautey. On plante. On bâtit. Ah ! le rôle social de l'officier! Armée ou scoutisme ? Chacun y va de sa B. A. Les intentions sont touchantes, mais les réalisations contradictoires. Ici on concentre l'habitat pour mieux tenir le pays, mais là on veille à sa dispersion. Celui-ci construit une école et celui-là un dispensaire. Aucun plan... Le plan de la Commission Maspétiol, si remarquable, n'est jamais ressorti de l'émasculeuse gubernatoriale. Les crédits existent pourtant; à chacun, préfet ou soldat, d'en tirer son lot, comme au *méchoui* on arrache un morceau de viande.

Régime hybride et désordre établi.

Le régime hybride né le 12 mars 1956 contribue à ce sentiment de désordre installé. L'état de siège serait plus franc et son établissement s'impose. On contreplaque du régime civil avec l'autorité militaire. Notre précautionneuse justice est paralysée dans un pays en guerre. Sa lenteur sourcilieuse provoque l'exécution sommaire. Mieux vaut une cour martiale, même dure, que l'absence de Cour, et, si le Code militaire est sévère, il est une meilleure garantie que l'absence de tout code. La justice militaire n'aurait pas ce quelque chose de dégradant qu'offre le spectacle de l'arrestation d'un homme aux fins d'internement administratif, à la porte même du prétoire où les magistrats de son pays viennent de le déclarer innocent.

Le régime actuel présente cette gravité que nul n'y est responsable. Le vrai pouvoir, et discrétionnaire, échoit entre les mains des capitaines. Un régime où les généraux auraient la responsabilité *politique* de leurs subordonnés ne comporterait-il pas en fin de compte moins d'abus ?

Car aujourd'hui certaines formations militaires (sans

Un seul drame...

SUIS-JE ce héros du conte allemand qui soulevait le toit des maisons ? ou bien le démon Asmodée ? L'hélicoptère me découvre un Alger insolite. Un Alger couleur de tuiles, rouge et duveteux, où s'insère comme un bloc laiteux de jaspe à peine strié de veines noires la Kasbah. Un Alger où de grands jardins coulent en cascades vertes jusqu'à la mer. Qu'il est paisible mon Alger aérien ! Les croiseurs sont des jeux d'enfants. Aucune mitrailleuse ne guette ici les coins des rues. Au sortir du cauchemar quoti-

Bien que cet article ait été écrit il y a six semaines déjà, donc antérieurement à la crise gouvernementale, il nous a paru conserver tout son intérêt. Le lecteur observera d'ailleurs que les événements survenus depuis lors en Algérie n'ont fait que lui donner plus d'actualité. N. D. L. R.

que surtout on doit généraliser) semblent échapper à toute autorité. M. Lacosté a eu raison de faire appel aux parachutistes pour assurer la sécurité d'Alger. La police ordinaire ne pouvait faire face au plan insurrectionnel du F. L. N. On devait en détruire au plus tôt le dispositif. Mais autant l'appel aux parachutistes s'imposait, autant leur maintien s'est avéré dangereux. Je ne parle même pas des excès qui valent désormais à deux villas d'Alger un renom sinistre, ni de tels ci-devant S. S. qui n'ont pas assez oublié leur ancien métier. On s'étonne de lire sous la plume d'un ministre résidant qu'il a interdit aux parachutistes d'aller en civil se livrer à des manifestations politiques. C'est un aveu. Ce corps très chargé en officiers, nimbé d'une gloire méritée, aurait-il pour la politique plus de goût qu'il ne convient à l'armée d'une république non ibérique ? Au moment où j'écris, le lieutenant Le Pen fait la guerre à l'hôtel *Saint George*. Je lui souhaite d'autres terrains d'exploits, dussent les habitués de ce palace distingué ne plus pouvoir se remémorer, à sa vue, que selon le mot de Grousset nous sommes les contemporains de l'âge de pierre.

Lueurs d'espoir.

Délices des jardins d'Alger, toute la flore du monde s'y rencontre. Les yuccas du Mexique abritent entre leurs pieds rugueux de plantigrades des champs d'arums ; les euphorbes des Somalies tordent leur ruban spasmodique parmi les orangers en fleur ; le cœur des fougères arborescentes porte en plateaux leurs gousses rouges et velues. Des enfants jouent au tennis sous ma fenêtre. Ce bruit des balles sur la raquette, familier de toutes mes vacances, il est pour moi comme la pulsation du bonheur. Que tant de délices soient pourries, on n'y peut croire. Alger plaide pour le péché originel. La marée de nos péchés submerge la plus belle des créations. Leur poids suscite les mitraillettes et les grenades.

Aucun trolleybus qui ne soit gardé, aucune ruelle qu'on ne patrouille. Que d'angoisses ! Je longe les quais si pareils aux tableaux qu'en fit Marquet, mais quelle mère en ce moment n'est anxieuse pour ses enfants qui rentrent de l'école ? Qui ose seulement se risquer jusqu'aux collines échevelées d'eucalyptus ? Tant de délices sont pourries.

Quittons Alger et son atmosphère passionnelle. Ailleurs nous récolterons des impressions moins décourageantes pour nous Français. Après deux ans et demi, le bled est las de la guerre. Le fellah rêve d'un retour à la paix. Le F. L. N. qui avait annoncé son immédiate victoire. De fait, l'inertie de MM. Mendès-France et Mitterand lui en avait donné l'apparence. Depuis il piétine. En même temps, la famine s'implante, et justement là où son intégrisme a fait désertier les pèlerinages maraboutiques. Années de sécheresse : les signes, ces signes qui dominent toute civilisation orientale, ne se sont pas prononcés pour le F. L. N. Ne soyons pas surpris que ses dirigeants se plaignent de « l'incivisme » des fellahs, même si leurs commissaires politiques continuent de les encadrer.

En certaines villes, aussi, les contacts ne sont pas encore rompus. A Bône, j'ai assisté à l'inauguration de la cité nouvelle de Sidi-Salem. Des musulmans qui n'ont rien de Beni-oui-oui y entourent le préfet.

Dans les rues, les conversations restent possibles entre Européens et Musulmans. Des chances subsistent encore. De même en dehors d'Alger on trouve aussi des Européens

... Une interminable attente.

moins crispés. Certes, on rencontrera des apologistes pour le massacre des « ratons ». Mais, dans le bled, où ils sont pourtant le plus exposés, des hommes de cœur surmontent leur peur et leur anxiété. Je sais des maires de petites localités, hommes d'origine conservatrice pourtant, qui ont compris que le vieux régime est révolu. Par malheur, ces hommes sont disséminés, quand la turbulente foule des villes s'impose et quand certains se prétendent, très abusifs, leurs porte-parole. Ils n'ont pas de moyens d'expression,

mais *L'Écho d'Alger* verse chaque matin son torrent de haine, excitant les Européens, certes, mais aussi les musulmans qui le lisent, si je puis dire, à l'envers. Vu par le cireur de bottes du square Bresson, le crime du fellagha devient un exploit. Que dire aussi de la publication d'une série de photographies d'interrogatoires ? Elles ont semé la haine et elles nous feront accuser. M. le ministre résidant Lacoste est distrait s'il ne trouve pas motif à suspendre de tels journaux. Nous priver de cette presse, plus dangereuse que tous les tracts du F. L. N., ne serait pas le moindre mérite de l'état de siège.

Faire tomber la fièvre.

A condition que cet état de siège ne soit pas simple prétexte à tour de vis, mais abrite une vraie pacification. Le Gouvernement ne gouvernant pas, chacun y va de son plan pour l'Algérie. Les uns réduisent l'Algérie française aux dimensions d'une tête de pont, d'autres, reprenant les idées de M. Champeix, croient satisfaire les Algériens en supprimant l'Algérie. Tout n'est d'ailleurs pas faux dans ces plans contradictoires, même quand l'idée centrale en est inadéquate. J'ai peur surtout qu'ils soient trop ambitieux. On nous propose des statuts de guérison, voire de convalescence, quand nous avons besoin d'abord du remède qui fasse tomber la fièvre. J'ai essayé, ici même, d'analyser les données sociologiques du problème algérien. J'ai commis l'erreur d'en omettre une, ou plutôt de ne pas en tirer entièrement parti. C'est une de ces données, en effet, qu'en terre d'Islam le pouvoir revêt toujours un caractère personnel. Il est l'allégeance de notre vieux droit. Une vraie pacification, qui ne serait pas seulement recensement, police et quelques constructions « en dur », devrait tenir compte de ce fait. Non que je méprise *a priori* l'œuvre actuelle de pacification, telle que l'ont entreprise les officiers S. A. S. Il m'est très difficile d'en juger. Mais, s'ils paraissent remédier à la sous-administration, leur action ne semble pas s'insérer dans le cadre convenable. Ce qui s'imposerait, n'est-ce pas une sorte de morcellement de l'Algérie, tenant compte des ethnies et tel que le lien personnel, l'allégeance, puisse s'établir entre la masse et le responsable, le « patron » de ce secteur restreint. Ce patron, auquel seraient demandées, plus que des diplômes, des qualités de caractère et d'organisation, bénéficierait d'une entière initiative, quitte à être contrôlé de près par une équipe gubernatoriale très mobile. Dans les villes, un résultat voisin pourrait être obtenu en soutenant et multipliant les centres sociaux.

Nécessité d'une reprise par la base.

Car je me demande (et la forme interrogative n'est pas une figure de rhétorique) si nous ne sommes pas au-delà de ces « chocs psychologiques » dont la métropole fait sa « tarte à la crème ». Le F. L. N. est plus que jamais crispé, fermé, buté : acceptera-t-il autre chose qu'une indépendance qui serait folie et ruine, pour l'Algérie plus que pour la France ? Je ne suis pas sûr que ses éléments jeunes le lui permettent. L'intégration totale, j'en ai été frappé lors de ce dernier voyage, trouverait encore un certain écho, tout au moins dans une catégorie d'anciens combattants. Pour des raisons qui ne sont pas algériennes, une telle intégration semble impossible : ni nos institutions, ni notre économie, ni même notre tradition nationale ne survivraient à ce choc. Aucune assimilation ne s'est jamais faite sans l'adoption des dieux des vainqueurs. Mais, hors ces solutions extrêmes et impossibles, tout apparaîtra fadeur et retrait. Après deux ans et demi de lutte, on plie à la lassitude, on n'obéit pas à la raison..

Dans les magasins d'Alger, des gilets pare-balles.

La raison, ce serait cette Algérie fédérale dont chacun, sous des noms divers, esquisse l'image. Ce serait une Algérie divisée en régions économiques et ethniques, avec chacune son assemblée à pouvoirs, même législatifs, et son Conseil de Gouvernement, élisant eux-mêmes une assemblée algérienne et désignant le Conseil de Gouvernement algérien. Mais, si on peut et doit poser les pierres de cet édifice partout où la situation le permet, si on doit faire sentir aux musulmans ce qu'un tel avenir a quand même de libéral et d'encourageant, on ne peut s'illusionner : au point où nous en sommes, une reprise préalable par la base est nécessaire.

Et d'abord tout régime d'avenir suppose qu'on ait résolu un problème : celui posé par ces quatre millions de jeunes, la plupart sans travail (le F. L. N. a commis un crime contre le peuple algérien en prescrivant la grève scolaire), sous-alimentés souvent, misérables, sans formation professionnelle et que l'atmosphère de la guerre porte au délire. Quel lendemain pour ces enfants ? La rébellion a ouvert des écluses qu'elle est encore plus incapable que nous de refermer. Et quelque part, à l'ombre des clochers à bulbe du Kremlin, quelqu'un sait comment il en tirera parti.

Le plus dur est encore devant nous.

Je suis retourné à Hippone. Les ruines en sont moins belles que Timgad ou que Djemila, mais elles ont une âme. Voici le siège de pierre où dans sa cathédrale trônait Augustin. Sa main se posait sur cet accoudoir à tête de lion. Déjà l'Afrique du Nord était une terre de discorde. De son siège, Augustin entendait les clameurs des donatistes, si violentes qu'elles l'obligeaient à forcer la voix. Les terres de discordes sont aussi les sépulcres de leurs civilisations. La leçon d'Hippone prend à la gorge.

La grande voix d'Augustin redonna vie à cette Afrique... L'entendrons-nous ? Il illustre ce que la volonté d'un homme peut contre le destin. Certes l'heure est grave. D'anciens combattants musulmans ont défilé parmi nos troupes, le 8 mai ? On en parle beaucoup. Le présage est heureux, mais on aurait tort d'en exagérer la portée : en Indochine, 350 000 Vietnamiens participaient aux forces de l'Union Française. Car, dans des conditions bien plus favorables, nous avons voulu perdre l'Indochine et nous la pleurons avec des larmes de sang en Afrique du Nord.

Le plus dur est encore à vivre, et d'abord cette session de l'O. N. U. qui s'ouvre dans quatre mois. Rien n'a encore été fait par le Gouvernement de M. Guy Mollet, et nous serons assignés au banc d'infamie où l'an dernier nous avons eu le tort de paraître. En même temps l'adversaire redoublera ses coups. Le D^r Lamine Debbaghine, dans une conférence de presse donnée à Tunis, a multiplié les motifs pour ne pas accepter le « cessez-le-feu » proposé une fois de plus par la déclaration gouvernementale du 9 janvier. Le vrai motif est qu'il nous donne pour septembre le plus tragique des rendez-vous. Le sait-on au Palais d'Été ?

Une fois de plus Alger... La plus belle ville du monde s'étend en guirlande au long d'une mer que le crépuscule teint en violet. Violet aussi les monts de Kabylie qui cernent l'horizon. Les ignorantes hirondelles s'assemblent dans les arbres du square Bresson, couvrant de leur appel strident jusqu'aux grincements des trolleybus. Il fait doux. Les joueurs de pétanque ont commencé leur partie. Une illusoire paix vient avec le soir, une grâce. On ne peut croire que l'heure soit homicide, et les croiseurs tous feux allumés sont la parade d'une fête pour quelque innombrable Grand Meaulnes. Le front couronné de mille lumières mais plongé dans l'angoisse, Alger une nuit de plus attend.

GEORGES LE BRUN-KERIS. Alger, le 9 mai 1957.

Peut-on croire que l'heure soit homicide ?

Théâtre

● SAMUEL BECKETT ET GEORGES BERNANOS

En attendant Godot nous avait apporté, en 1953, la double révélation d'un auteur dramatique audacieux et d'une pièce étrange et troublante qui allait très loin dans l'accusation d'un monde où l'espoir n'a guère de sens et où l'homme se désole d'une attente vaine.

Fin de Partie, qui se joue au Studio des Champs-Élysées, fournit une réponse absolument désespérée à toutes les questions et n'offre d'autre issue que l'infini du vide, le néant. Dans cette seconde pièce de Beckett, l'horrible le dispute au féroce et la dérision à l'absurde. Le sordide univers de *Fin de Partie* est un univers définitivement clos, il ne lui reste qu'à se décomposer dans le pourrissement, l'incohérence et le sadisme.

Quatre personnages grimaçants, quatre larves humaines attendent la mort dans une atmosphère de fin du monde. Hamm, le pseudo-intellectuel, aveugle, infirme, cloué sur son fauteuil, Clov, le serviteur-esclave agité d'affreux tremblements, Nagg et Nell, père et mère de Hamm, culs-de-jatte installés dans des poubelles, tous ils souffrent, haïssent, s'insultent et se regardent mourir. L'humour noir, l'attendrissement burlesque et la grossièreté brutale de certains dialogues ajoutent encore à la cruauté de cette œuvre déconcertante où la volonté de négation apparaît un peu trop systématique. Exprimant avec une sorte de frénésie sarcastique l'impuissance et la défaite de l'homme sous un ciel indifférent, Beckett atteint le nihilisme intégral. Il n'est pas interdit de penser qu'il en sortira. « *Fin de Partie* » ne peut être le dernier mot de Beckett sur le tragique de la destinée humaine. Après le plus sombre crépuscule, il y a naissance à l'aurore.

Décors, mise en scène, interprètes donnent un relief extraordinaire à ce spectacle qui laisse une impression bien plus déprimante que *Les Chaises* de Ionesco.

Je ne saurais trop conseiller à ceux qui n'ont pas encore vu *Le Dialogue des Carmélites* de Bernanos d'aller assister à la reprise de ce chef-d'œuvre au Théâtre Hébertot. Albert Béguin, exécuté passionné de Bernanos, a parfai-

tement senti la haute signification de cette intense tragédie éclairée de la lumière de l'amour et de la foi. « On ne meurt pas chacun pour soi, mais les uns pour les autres ou même les uns à la place des autres. Pour que sœur Blanche puise, sans vaincre humainement sa peur, mourir en martyre volontaire, il a fallu que la Prieure prit sur elle la mort d'angoisse qui ne lui était pas destinée. »

La petite fille Espérance, chère à Péguy, accompagne sur le chemin des épreuves toutes ces religieuses, des inquiètes et les héroïques, comme les craintives et les sereines.

Le désespoir et la mort triomphent dans *Fin de Partie*, ils sont vaincus dans *Le Dialogue des Carmélites*.

Henri BOURBON.

Cinéma

● CELUI QUI DOIT MOURIR DE JULES DASSIN

LE CONTRE...

Celui qui doit mourir, de Jules Dassin, est-il au cinéma ce que *Le Christ recrucifié* de Nikos Kazantzaki, est à la littérature européenne contemporaine ?

Jean Martin et Roger Blin dans *Fin de partie*

L'homme vaincu par la frénésie du désespoir.

D'un côté, un roman puissant, imprégné de poésie, animé d'un élan mystique bouleversant, une œuvre dont le lyrisme grandiose s'accorde admirablement avec le tragique de l'action évocatrice de la Passion du Christ. Un beau livre chargé de tendresse humaine.

De l'autre, un film techniquement bien fait, des images parfois splendides, quelques plans originaux, une interprétation inégale, des intentions généreuses gâtées par l'emphase et la schématisation, de rares instants de vraie grandeur.

J'aime trop le cinéma pour le réduire aux dimensions d'une simple technique. Or les qualités du film de Dassin sont essentiellement formelles et ne créent par ce climat pathétique et sublime qu'étaient en droit d'attendre les lecteurs du *Christ recrucifié*. Empruntant un sujet dont les émouvantes résonances spirituelles sont incontestables, le cinéaste nous présente un film où la spiritualité s'efface trop souvent devant des préoccupations politiques et où la complexité cède la place à un manichéisme élémentaire qui affaiblit la condamnation portée contre l'égoïsme et l'injustice.

La transposition d'un roman en langage et en style de cinéma doit être jugée en soi. Encore faut-il, lorsqu'il s'agit d'une œuvre de valeur, que le metteur en scène donne un « équivalent cinématographique » du livre, ce qui

- « Fin de Partie », de Samuel Beckett, au Studio des Champs-Élysées.
- « Le Dialogue des Carmélites », de Georges Bernanos, au Théâtre Hébertot.
- Le pour et le contre sur « Celui qui doit mourir », un film de Jules Dassin.
- Jean Richard et son cirque.
- « Troisième Symphonie, dite Rhénane », de Robert Schumann.

qu'être frappé du sens de la compassion, de la misère humaine, de la grâce, qui imprègne ces magnifiques images. Et, en fin de compte, quelle discrétion dans cette re-crucifixion du Christ! Dassin a fait une courageuse œuvre humaine et, peut-être sans le vouloir, un film profondément chrétien.

JEAN-MARIE DAILLET.

Variétés

● JEAN RICHARD SOUS LE CHAPITEAU

Certains spectacles sont dits mineurs parce que leur cadre évolue, leurs règles du jeu sont éphémères, leur succès dépend d'une mode. Comme le café-concert, le music-hall, le cabaret, contraints de se transformer sans cesse, disparaîtront sans doute un jour. Je suis sûr en revanche que le cirque conservera son prestige. D'abord, son mécanisme répond à des lois immuables, ensuite il y aura toujours des enfants et des parents qui trouveront à accompagner leur progéniture une excuse à leur propre plaisir, un prétexte à leur amusement.

Est-ce une des raisons pour lesquelles certains de nos plus illustres amuseurs cherchent à éprouver leur renommée

Camille Fournier (au centre) dans Le Dialogue des Carmélites

L'amour et la foi triomphent de la mort.

impose deux conditions : soumission aux exigences qui font du cinéma un art spécifique, respect de l'esprit de l'ouvrage original. M. Dassin n'a pas assumé cette double fidélité.

J'avoue préférer aux grandiloquences de « Celui qui doit mourir » la chaleur fraternelle et les touchants visages de paysans vietnamiens du film honnête que Marcel Camus a réalisé d'après le roman de Jean Hougron « Mort en fraude. »

H. BOURBON.

LE POUR...

Certes, le film de Dassin n'est pas parfait : ce n'est pas une œuvre aussi riante, aussi prétentieuse, aussi léchée que la *La Loi du Seigneur*, de Wyler; mais une fresque académique comme celle-ci n'aurait dû, en toute justice, n'obtenir à Cannes qu'un prix de scénario ou d'interprétation, le rôle d'un jury de Festival étant de couronner un vrai chef-d'œuvre, qui apporte au cinéma un souffle nouveau, un message inédit, un domaine inexploré.

Et, certes, Dassin, en tant qu'homme de cinéma et en tant qu'homme de gauche, a passablement schématisé le roman de Kazantzaki. On parle, non sans raison, de manichéisme dans sa version, et — là comme ailleurs — le manichéisme nous heurte. Mais, d'abord, comment ne

pas se souvenir que, dans notre vie de tous les jours, les manichéens sont beaucoup plus souvent les repus que les pauvres, les oppresseurs que les opprimés, les forts que les faibles : la lecture de la plupart de nos journaux ne nous enseigne-t-elle pas, par exemple, que la France, quoi qu'elle fasse, a toujours raison? Chez Dassin, à part le manichéisme du cinéaste et du partisan, il y a celui des pauvres et des moins pauvres, l'opposition d'un village qui n'a rien de riche et des rescapés d'un village semblable, qui ont tout perdu dans l'incendie de leurs maisons. Reprocherons-nous à l'auteur du *Rififi* d'avoir osé montrer violemment que le dénuement et le malheur effraient les nantis, petits ou gros, à l'égal du choléra?

Jules Dassin ne sert-il tout de même pas admirablement le précepte évangélique d'amour et de charité? L'Office Catholique International du Cinéma ne s'y est pas trompé, qui lui a décerné une mention spéciale « pour le courage avec lequel il dénonce certains aspects de l'égoïsme humain ».

Du point de vue de la forme, si j'ai été choqué d'entendre tous ces paysans grecs parler français — je suis persuadé que nous croirions davantage à cette histoire exposée avec beaucoup de force et de talent si le film parlait grec, avec sous-titres français, — on ne peut

Pierre Vanneck et Mélina Mercouri dans Celui qui doit mourir

Un sens émouvant de la compassion et de la grâce.

sous le chapiteau ? Sous ce chapiteau où se retrouvent, lors du gala de l'Union des Artistes, toutes nos vedettes de l'écran, de la scène et de la chanson, qui se transforment pour un soir en clown, en écuyer, en dompteur.

Jean Richard, lui, a acheté son cirque,

en cours de dressage (quand ils grondent, il les réprimande : « Taisez-vous donc quand je parle ») et en nous présentant ses gracieux « babies éléphants » ne l'empêchent pas de rester fidèle à son irrésistible personnage de paysan madré et sûr de lui. Il anime à sa manière son

dorf. L'enregistrement interprété par François Petit et Pierre Doukan est parfait.

NOTRE SÉLECTION.

● **MUSIQUE POUR TOUS.** — Un effort louable est tenté actuellement par les éditeurs pour permettre aux amateurs d'enrichir leur discothèque avec des frais réduits. Les collections s'appellent « Fiori Musicali » chez Erato, « Les pages célèbres » au Chant du Monde, « Classiques pour tous » chez Philips, etc. Signalons dans ces différentes séries quelques réussites récentes : tout d'abord *Douze Chansons de la Renaissance*², qui constituent un véritable régal, puis quelques pages, pas très célèbres, mais judicieusement choisies, de Stravinski³ et une interprétation magistrale de quatre œuvres de Liszt par Pierre Barbizet⁴; enfin un disque de Debussy nous propose *Iberia*, dirigé par Eugène Ormandy, et *La Mer*, par le grand chef D. Mitropoulos⁴.

● **BRAHMS.** — Le « rush » sur Johannes Brahms poursuit son cours. On ne peut ignorer les merveilleux chœurs (*Gesänge für Frauenchor* et *Marienlieder*) somptueusement enregistrés sous la direction de Marcel Couraud⁵, ni la *Première Sérénade*, que nous révèle le jeune chef André Vandernoot⁶.

Jean Richard

Paysan madré et « babies éléphants ».

147 voitures transportant 267 personnes, que nous avons pu voir aux Invalides et à la Porte d'Orléans, et qu'il promène à travers la France. Il a l'air de s'amuser en nous amusant, et les risques très réels qu'il prend en domptant quatre lions

orchestre de Champignol, apostrophe les instrumentistes, stimule et trouble à la fois un ensemble bien amusant. Il est admirablement secondé par Albert Préjean, dont l'autorité et la gentillesse font merveille en M. Loyal. PHAT

Disques

● SCHUMANN A DUSSELDORF

Schumann, tour à tour déçu par Leipzig, Heidelberg, Vienne et Dresde, s'installe à Dusseldorf en 1850, où il obtient, rêve longtemps caressé, un poste de chef d'orchestre. Mais l'incompréhension du public et surtout les premières atteintes de la folie feront de cette période une des plus pénibles de la vie du grand musicien. Il dirige tant bien que mal pendant une courte saison, puis il est poliment congédié. Son état précaire, sa situation financière est précaire et pourtant les compositions se succèdent et non des moindres : telle cette *Troisième Symphonie*¹ dite « Rhénane », en cinq mouvements, à la gloire du grand fleuve. Il est digne d'un bon romantique d'être inspiré par le Rhin, qui doit, dans l'esprit de Schumann, être associé aux vieilles légendes et à

la grandeur de l'Empire germanique.

La *Troisième Symphonie* avait été déjà bien servie par le disque; un enregistrement signé Toscanini vient d'apparaître en France. Il n'est pas récent puisqu'il date de 1949; on y retrouve les qualités d'exécution habituelles au chef disparu : la rigueur et la clarté qui n'excluent pas la noblesse et l'élan lyrique. La prise de son est un peu compacte (mais elle a huit ans!); un regret : l'étalement excessif de l'œuvre (31 minutes de musique sur deux faces de 30 cm). Cependant les schumanniens, déçus peut-être par l'enregistrement discutabile de la *Deuxième Symphonie* par Stokovski¹, peuvent s'estimer satisfaits. Ajoutons qu'ils doivent même être comblés grâce à la révélation de deux sonates piano-violon² que le disque avait ignorées jusqu'à présent et qui furent également composées à Dussel-

Robert Schumann

Folie et génie

Signalons une nouvelle version des *Variations sur un thème de Haydn*, bien couplées avec le *Nobilissima Visione* d'Hindemith⁶.

CLAUDE SAMUEL.

1. — R. C. A. (630379 et 630256).
2. — Erato (LDE 3048 et EFM 42021).
3. — Chant du Monde (LDS 8189, LDS 8193).
4. — Philips (S 06683 R).
5. — Discophiles (DF 171).
6. — Pathé-Marconi (FALP 471, FCX 418).

LES ENTRETIENS DE SAINT-GERMAIN — LIBERTÉ AUX LIBERTICIDES

par Suzanne Labin.

En des entretiens pleins d'humour et de verve, M^{me} Suzanne Labin démontre à un interlocuteur qui se défend bien qu'on a le droit d'interdire le Parti communiste et qu'il faut le faire tout de suite¹. La grande presse a, en général, favorablement accueilli l'ouvrage lors de sa parution. Peut-être, cependant, n'en sentira-t-on toute la force que si l'on remarque combien il diffère de tous les autres livres pouvant aboutir aux mêmes conclusions.

Le communisme est un parti de guerre, il attaque les valeurs de notre civilisation par tous les moyens (guerre chaude, guerre froide, propagande, mensonges) : nous avons le droit de nous défendre. Mais quelles valeurs met-il en péril ? La propriété privée ? M^{me} Labin est socialiste et se soucie fort peu de la défendre. Le spiritualisme chrétien ? Il n'en est pas question dans le livre.

Ce qui est en péril, ce sont des valeurs auxquelles sont attachés tous les non-communistes et auxquelles les communistes eux-mêmes font profession d'être attachés : la démocratie et la liberté. Telle est, nous semble-t-il, la grande force de l'auteur. Faisant abstraction des doctrines trop particulières, elle réussit à montrer que l'élément commun à tous les partis non communistes doit suffire à les unir parce qu'ils sont tous également menacés.

La seconde force du livre est de démontrer de façon irréfutable que, en théorie, et aux yeux de la morale, les mesures préconisées contre le Parti communiste sont parfaitement légitimes. Loin d'être exceptionnelles, dictées par les impératifs de la raison d'État et portant par là en elles des dangers de fascisme, elles sont normales dans une société démocratique. Si la démocratie occidentale est, à tout prendre, une réussite dans l'histoire, il serait paradoxal qu'elle n'eût besoin de prendre aucune précaution pour subsister : tout chef-d'œuvre est fragile.

L'argumentation de M^{me} Labin est singulièrement pénétrante lorsqu'elle dénonce ceux qui, sans être communistes et tout en se disant, en un certain sens, anti-communistes, vont crier au scandale lorsque des mesures seront prises contre le Parti communiste.

Grâce à toutes ses organisations annexes et à ses sympathisants de loin ou de près que, dans son vocabulaire

pittoresque, l'auteur appelle les « enlumineurs », les « rabatteurs » et les « endormeurs », le Parti communiste a réussi à se créer une clientèle d'« enlumines » et d'« endormis » qui servent ses desseins sans le savoir et cherchent à faire oublier le fossé qui sépare l'entreprise communiste de l'action de tous les autres partis politiques :

« Notre étonnement me fait songer (excusez le parallèle) à celui qu'éprouvent les provinciaux devant la sûreté

pas la nocivité d'un Parti communiste clandestin ? Quand on aurait arrêté quelques milliers de fanatiques, resterait-il beaucoup de Français décidés à vivre dans l'illégalité ? Bref, si le Parti communiste attache une telle importance à sa presse, à tous ses moyens de propagande, aux postes qu'il occupe plus ou moins légalement depuis la Libération, n'est-ce pas que, sans ce formidable appareil de pression sur les esprits qu'il a réussi à construire à la faveur des événements de 1945, il n'aurait pu acquérir dans la vie politique française qu'une influence beaucoup plus faible ? Alors redistribuons les cartes, recommençons la partie avec des chances égales pour tous, et l'on verra bien le résultat.

Mais, inversement, si le Parti communiste se targue d'être fait pour agir dans l'illégalité, ne fait-on pas, en l'interdisant, que le mettre là où il veut être ? Parce qu'elle ne répond pas suffisamment à cette question essentielle, M^{me} Labin ne nous convainc pas entièrement, tout en nous donnant sérieusement à penser.

YVON BRÈS.

CONTREPOISON
OU LA MORALE EN ALGÉRIE (1)

par Michel Massenet.

Suzanne Labin

Derrière ce sourire, l'âme de Saint-Just !

avec laquelle les citoyens reconnaissent une solliciteuse attirée, là où eux ne voient qu'une promeneuse attardée. Croyez bien que, parmi les spécialistes des affaires communistes, on se méprend aussi peu sur la profession d'un crypto que parmi les célibataires endurcis sur celle des « respectueuses » (p. 109). »

Sur la dernière question, la plus importante peut-être (est-il opportun d'interdire le Parti communiste maintenant ?), l'argumentation de l'auteur tend à montrer que les objections classiques sont plus spécieuses que sérieuses. Envisage-t-on de priver cinq millions de Français de toute représentation ? Sur ce nombre, cent mille à peine sont réellement communistes. Va-t-on jeter la classe ouvrière dans le désarroi ? D'abord la classe ouvrière n'est pas le Parti communiste, et puis peut-être vaut-il mieux une bonne crise de désarroi qui permettra au bout de quelque temps aux ouvriers français de se ressaisir, qu'une attitude négative bloquée dans l'illusion stérile. Ne craint-on

L'Algérie est devenue pour la nation française un problème moral, qui la divise profondément, à propos duquel les passions s'affrontent, qui ne tolère point la neutralité.

Il faut reconnaître au petit livre de M. Massenet un mérite entre beaucoup d'autres, celui du courage. A l'heure où les professeurs de morale sont presque tous du côté des ennemis de la France, ce courage est digne d'éloge.

Il l'est d'autant plus que M. Massenet ne se range point pour autant parmi les patriotes aveugles dont la devise est *Right or wrong my country*, et le rêve que l'on retourne au bon vieux temps de Bugeaud et de l'Empire français.

M. Massenet a pris la plume, comme on prend un fouet, pour fustiger non seulement les idéologues et les belles âmes, irresponsables et souvent lâches, mais aussi les technocrates et les ultras, mais aussi les patriotes bornés. Il l'a prise parce qu'il croit profondément que la cause de la France en Algérie est juste, que la France ne se bat pas pour

1. — Suzanne Labin : *Les Entretiens de Saint-Germain. Liberté aux liberticides*, Spartacus, 1957.

1. — Grasset.

« garder » l'Algérie, mais pour la « sauver », en lui assurant le pain, la paix et la liberté qu'elle ne peut trouver sans son aide, sans une véritable « symbiose » avec elle.

La France a le droit de défendre plus d'un million de Français d'origine européenne, non moins « autochtones » que les musulmans. Elle a le droit de se battre pour maintenir en Algérie une position stratégique essentielle, clé de voûte de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire, porte du Sahara. Elle a plus encore le devoir de ne point abandonner l'Algérie à elle-même, c'est-à-dire à la misère, à l'anarchie et à une décadence irréparable. Un abandon serait suivi d'une violente réaction nationaliste qui, après des troubles graves en Algérie même, se développerait bientôt dans la métropole contre le régime républicain.

Toutes ces analyses sont claires, vigoureuses. La langue est celle de nos pamphlétaires de grande race. M. Massenet a un incontestable talent littéraire, fait de lucidité et de passion.

La partie constructive de l'ouvrage et le jugement porté sur la situation actuelle appellent un certain nombre de réserves. Je suis moins optimiste que M. Massenet. Certains ne manqueront pas de prétendre que ses suggestions (expériences de pacification globale dans des « zones témoins », statut de convalescence, création d'une section musulmane délibérant sur les affaires propres à l'Algérie, etc.) semblent parfois découler plus de vues à priori que d'une analyse des faits et des événements.

Reste qu'il a parfaitement posé le problème algérien, lequel se ramène à ces deux questions : *Comment faire leur place aux musulmans sans rompre l'équilibre des deux communautés ? Comment faire leur place aux musulmans en maintenant les liens de l'Algérie et de la France ? Il ne faut pas chercher à résoudre ces deux problèmes à la fois (c'est la quadrature du cercle), mais l'un par l'autre.*

Si l'auteur justifie l'emploi de la force contre la violence, c'est dans la mesure où elle est combinée à d'autres moyens, insérée dans une politique globale. Dans la mesure également où son usage est soumis à des normes précises qui en délimitent les formes légitimes. Les tortionnaires ne trouveront point ici leur absolution au nom de la raison d'État.

Il est toujours plus facile, à propos de l'Algérie, de définir les solutions inacceptables que de rechercher les solutions possibles. De tels livres ne sont point inutiles pour corriger les errements d'un certain conformisme de gauche. Qu'il s'achève sans magie verbaliste, ni déploiement d'ingéniosité juridique, par un

appel au courage et à l'action, est tout à la louange de celui-ci.

JACQUES MALLET.

LA VIE QUOTIDIENNE DES FAMILLES OUVRIÈRES¹

par P. Chombard de Lauwe

L'ensemble des recherches menées jusqu'ici par M. Chombard de Lauwe lui permet d'analyser avec une particulière compétence la « vie quotidienne des familles ouvrières ». L'auteur délimite nettement son sujet et nous avertit que son étude « aborde seulement certains problèmes bien définis et n'est, en aucune manière, une sociologie de la famille ouvrière ». Mais les comportements qu'il analyse, spécialement celui de la famille ouvrière en tant que groupe de consommateurs, sont liés à des opinions, à des réactions qui les rendent révélateurs. L'homme et la femme sont situés l'un et l'autre par rapport à leur travail et à leur famille, dans le cadre d'un logement qui conditionne, lui aussi, ceux qui l'habitent. Des pages pénétrantes évoquent les incidences sur l'équilibre du ménage et celui des enfants du temps passé dans les moyens de transports et des rythmes différents du travail pour les époux.

L'étude des différents postes du budget familial, le recours au crédit, les rôles respectifs de l'homme et de la femme dans ce domaine, les besoins de leurs fondements affectifs et physiologiques sont traités dans la deuxième partie.

L'auteur consacre alors de substantiels développements à l'étude précise des raisons qui incitent les familles ouvrières françaises à consacrer une part importante de leur budget à certaines consommations alimentaires; il explique les motifs de l'importance attachée à la célébration gastronomique des principales fêtes.

Autant d'indications précieuses pour tous ceux que préoccupe l'amélioration des conditions sociales et qui savent que le niveau de vie ne s'exprime pas seulement par des données statistiques, mais dépend de la satisfaction accordée à des besoins psychologiques et moraux.

M. Chombard de Lauwe nous donne les éléments d'une meilleure intelligence de ce que la famille ouvrière éprouve et manifeste. L'objectivité, la valeur scientifique des résultats s'accompagnent de cette chaleur de cœur qui est la condition d'une compréhension véritable des problèmes humains et qui est peut-être la source d'un style qui retient l'attention et attire l'adhésion.

Françoise RIBAS.

LE MARXISME EN UNION SOVIÉTIQUE¹

de Henri Chambre.

Pour tout Français qui désire avoir du marxisme de l'U. R. S. S. une connaissance qui ne soit pas superficielle, la lecture du livre du R. P. Chambre, *Le Marxisme en Union Soviétique*, est indispensable. Il s'agit, en effet, d'un ouvrage fondamental dont le caractère scientifique et documentaire le met à l'écart des contestations partisans et des utilisations polémiques.

H. Chambre s'est donné pour tâche de présenter une histoire des idées et des institutions en U. R. S. S. et d'examiner dans quelle mesure le socialisme soviétique a respecté, dans le domaine théorique et dans le domaine pratique, les leçons et les directives du marxisme, et dans quelle mesure il s'en est éloigné. On sait que les marxistes distinguent dans toute société la Structure (c'est-à-dire les faits économiques) et la Superstructure, la seconde étant conditionnée par la première. La Superstructure consiste, selon Staline, dans les « conceptions politiques, juridiques, philosophiques de la société et les institutions qui leur correspondent ». Le R. P. Chambre n'étudie pas tous les éléments qui forment la Superstructure, mais il choisit ce qui est le plus important : le Droit, la Morale, les Théories économiques.

A la lumière de l'évolution actuelle de l'Union Soviétique et des luttes de tendance qui se révèlent, il est précieux d'être informé correctement des divergences qui ont opposé dans le passé les théoriciens du marxisme russe : mécanicistes et dialecticiens, boukharinistes et trotskystes; le stalinisme se situant dans une position centriste par rapport aux déviations de droite et de gauche.

La grande question qui domine au fond l'histoire de la pensée soviétique contemporaine est celle des limites plus ou moins étroites reconnues à la liberté de l'homme et à son pouvoir sur le cours des événements. Cette question est aussi au centre des préoccupations des philosophes occidentaux qui font heureusement à la liberté humaine et à l'action des individus une part plus belle que les interprètes soviétiques du marxisme.

Le livre d'Henri Chambre est une étude rigoureuse, riche d'enseignements. Cet ouvrage et ceux, également remarquables, du R. P. Calvez et du R. P. Bigo ne relèvent pas de débats de réunion publique du style de celle qui fut organisée récemment à leur sujet par M. Garaudy et quelques autres docteurs du communisme.

H. BOURBON.

1. — P. CHOMBARD DE LAUWE : *La Vie quotidienne des familles ouvrières*, C. N. R. S., 1956.

1. — Éditions du Seuil.

LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE¹

Depuis douze ans, et pratiquement sans répit, l'armée fait le cruel et involontaire apprentissage d'une guerre pour la conduite de laquelle les manuels et règlements classiques sont de peu de secours. Fait assez surprenant : rares étaient jusqu'à ce jour les études consacrées aux aspects proprement militaires des campagnes d'Indochine ou d'Afrique du Nord. Le premier, et longtemps le seul, le général Chassin a eu le mérite de tirer pour le public les enseignements de la révolution chinoise², qui a directement servi de modèle au Vietminh. Les précieux travaux du colonel de Crèvecœur et du colonel Lacheroy sur la guerre d'Indochine n'ont eu jusqu'à ce jour qu'une diffusion restreinte. Et c'est au journal d'un cadre adverse³ qu'il faut recourir pour retrouver l'ambiance si spéciale dans laquelle étaient plongés les combattants vietminh.

Il convient donc de féliciter l'officielle revue de la Défense Nationale de sa tentative de dégager les traits essentiels de « la guerre révolutionnaire ».

Les auteurs soulignent les similitudes que les procédés utilisés par nos adversaires présentent avec ceux constatés lors des troubles de Grèce ou d'Iran. Ils retrouvent dans tous ces cas la mise en œuvre des principes de la guerre « révolutionnaire », tels qu'ils ont été définis et appliqués par Mao Tsé-toung, héritier direct de la Révolution d'octobre. Au point qu'il leur paraît possible désormais de dresser le schéma type reproduit, à quelques variantes près, dans chacune des guerres récentes.

L'action adverse débute par un minutieux travail de sape, ayant pour objet de séparer la population du pouvoir établi. Celui-ci, qui ignore ou sous-estime le danger, se laisse le plus souvent surprendre lorsque, après plusieurs années de préparation, les hostilités s'ouvrent soudain à la première occasion favorable.

Étrange combat, où l'adversaire, contrairement aux règles contenues dans les manuels, se désintéresse des positions stratégiques, évite soigneusement le contact. Cet ennemi insaisissable opère par coups de main pour se procu-

rer des armes et vise « avant tout à conquérir la population », en l'enserrant dans un réseau très dense d'institutions clandestines.

Les cartes murales, chères aux états-majors, avec leurs punaises et leurs flèches, leurs « fronts » et leurs manœuvres « en tenaille », ne peuvent que détourner l'attention de la vraie bataille : celle, à base de propagande et de terreur, qui se livre jour et nuit, sur toutes les parcelles, militairement occupées ou non, du territoire, pour le contrôle effectif de la population. Les résultats n'en sont pas immédiatement perceptibles. Tel village ou tel douar, entièrement passé aux rebelles, conservera longtemps encore son apparence paisible, jusqu'à ce que le moment soit venu d'exploiter la moindre faiblesse.

La parade et la riposte doivent s'adapter à cette réalité. L'objectif ne peut plus être seulement de rechercher la destruction de bandes rebelles, habiles à se disperser et, le cas échéant, à reprendre l'apparence civile, après avoir enterré les armes en lieu sûr. L'essentiel est « d'organiser la résistance du peuple aux actions de l'adversaire » : c'est affaire d'administration, de renseignements, de guerre psychologique, d'organisation de l'autodéfense des populations, de réformes aussi, bien que sur ce dernier point l'accord ne semble pas réalisé entre les auteurs de l'étude en cause.

Ceux-ci présentent d'ailleurs leurs réflexions comme un premier essai de synthèse, offrant aux cadres un thème de méditation. L'initiative est à louer sans réserve, et il serait sans doute prématuré de faire l'examen critique d'une doctrine non encore complètement élaborée. Deux points appellent toutefois dès maintenant quelques observations. Emportés par leur sujet, les auteurs semblent parfois manifester une confiance excessive dans la technique, en l'occurrence celle de la guerre psychologique, jugée au moins aussi nécessaire que la guerre « physique ». L'« endoctrinement idéologique » a ses limites, et l'on ne sait trop s'il faut qualifier d'optimiste ou de profondément pessimiste l'aphorisme du colonel Lacheroy (cité p. 101) : « Dans un vase solidement tenu en main, on peut mettre ce que l'on veut. »

Cette erreur d'appréciation semble procéder d'une analyse insuffisamment

précise de la réalité et du choix de l'expression de guerre « révolutionnaire » qui peut prêter à confusion.

Il semble bien que, pour les auteurs, les événements d'Indochine et d'Afrique du Nord trouvent leur lointaine origine dans la Révolution d'octobre. Sans doute admettent-ils (p. 95) que « la présence d'éléments communistes n'est pas indispensable pour reconnaître les caractères de la guerre révolutionnaire ». Ils considèrent néanmoins que, dans les deux cas, la rébellion s'est assimilée les leçons du « marxisme-léninisme » et a bénéficié, directement ou non, du soutien de l'U. R. S. S.

C'est assimiler un peu cavalièrement le Vietminh, dont l'état-major, les objectifs et les alliances étaient incontestablement communistes, au Néo-Destour et au F. L. N. Et ce serait méconnaître toute une part de la réalité, même dans le cas de l'Indochine, que d'attribuer aux « soulèvements » d'Asie et d'Afrique un caractère purement artificiel et « fabriqué ». Il n'est plus permis aujourd'hui de sous-estimer — encore moins d'ignorer — la force des passions nationalistes.

Que l'Est cherche à l'utiliser ne fait de doute pour personne. Il ne faudrait pas pour autant feindre d'oublier que les États-Unis disputent vigoureusement à l'U. R. S. S. le monopole de l'anticolonialisme et du soutien aux « peuples opprimés ».

Il serait vain d'espérer reprendre le contrôle des événements, si l'on ne se souciait au préalable d'en acquérir l'intelligence.

J. AUBRY.

ISLAM ET COMMUNISME

L'Islam rayonne sur 1/7 de la population du globe. Son devenir commande dans une large mesure l'avenir des nations non musulmanes. Comme le remarque M. F.-W. Fernau¹, à cause de sa situation médiane entre l'Asie et l'Europe et entre l'Europe et l'Afrique noire, le choix que fera l'Islam de sa route influencera d'une façon décisive la physionomie future du monde.

Des événements récents ont découvert l'entreprise de pénétration politique et idéologique de l'U. R. S. S. chez les peuples musulmans. Le problème numéro un de nos temps troublés est bien de savoir si l'Islam, imperméable jusqu'ici au christianisme, résistera

1. — *Le Réveil du Monde musulman*, Éditions du Seuil.

1. — *Revue militaire d'information*, février-mars 1957, n° 281.

2. — *L'Ascension de Mao Tsé-toung et La Conquête de la Chine par Mao Tsé-toung* (Payot).

3. — NGO VAN CHIEU : *Journal d'un combattant vietminh* (Éditions du Seuil).

au communisme. Dans une étude¹ pertinente qui révèle une parfaite intelligence du marxisme et de l'islamisme, Georges Le Brun-Keris se refuse à apporter une réponse rassurante à une telle question.

Après avoir défini la proximité doctrinale qui existe entre le christianisme et l'Islam, Georges Le Brun-Keris expose comment, sur le plan des faits et des mœurs, musulmans et chrétiens se sont ignorés, puis opposés, et il décrit le processus qui a amené le christianisme à s'identifier à la civilisation occidentale que les Arabes ont tendance à associer à la colonisation sous son aspect le plus oppressif.

A première vue, il y a une opposition évidente entre le Coran et le marxisme, mais une analyse plus approfondie montre la possibilité de points de rencontre. La confusion du spirituel et du temporel, le peu d'importance accordé à la liberté métaphysique et individuelle, le communautarisme et la politisation de la religion islamique sont autant d'éléments qui impliquent une réceptivité au communisme.

La misère sociale, le sous-développement laissent le monde musulman dans un état de « colonisabilité » que l'U. R. S. S. peut habilement utiliser tout en favorisant les surenchères démagogiques.

Par ailleurs, la présence de 30 millions de musulmans en U. R. S. S. et de 40 millions en Chine constitue un moyen de propagande et de rapprochement.

Mais un fait plus grave est la sclérose et la décadence de l'Islam religieux. Le jeune musulman qui n'a retenu de l'apport occidental que le scientisme et l'athéisme éprouve un « vide métaphysique » dramatique qui ne peut être comblé durablement par le nationalisme. Le communisme, avec sa mystique d'action et ses prétentions scientifiques, est pour l'Islam déspiritualisé une tentation plus séduisante que le christianisme assimilé au colonialisme.

Georges Le Brun-Keris nous prouve que le sort de la liberté se joue dans ces pays musulmans disponibles pour une colonisation soviétique. Il est urgent d'aider l'Islam à se protéger de l'attraction du marxisme et du matérialisme. L'assistance technique et économique fournie par l'Occident est une solution nécessaire mais insuffisante. Il faut aussi et surtout que société occidentale (particulièrement les chrétiens) et société musulmane renoncent à se replier sur elles-mêmes et qu'au lieu de s'affronter

elles cherchent à se comprendre humainement, intellectuellement et spirituellement, dans le respect de leurs valeurs propres. S'il en avait été ainsi dans le passé, la tragédie algérienne aurait pu probablement être évitée.

HENRI BOURBON.

LA FAMILLE DANS LE MONDE MODERNE

Le Centre d'Études « Économie et Humanisme » vient d'ajouter un nouveau titre à sa collection de « Cahiers Spéciaux ». Ce nouveau cahier est intitulé : *Famille et Monde Moderne*.

Le premier mérite de cette livraison est de rappeler à l'attention de chacun, trop souvent accaparée par l'actualité politique ou économique, que la Famille connaît actuellement, surtout dans notre pays, un renouveau incontestable. Outre son effort d'adaptation aux exigences du monde moderne caractérisé par les nouvelles structures et les nouveaux besoins nés du progrès de la science et de la technique, la famille française se reprend à honorer des valeurs fondamentales qui, naguère encore, paraissent périmées à tout jamais.

Sans doute les structures mêmes de la famille n'ont guère changé, et cependant on ne peut affirmer que la famille d'aujourd'hui soit identique à celle d'hier, ni que celle de demain lui sera semblable. Sa situation dépend pour une bonne part du contexte économique-politique national et mondial. L'étude d'Alain Girard, de l'Institut National

d'Études Démographiques, qui constitue la première partie du cahier *Famille et Monde Moderne*, analyse minutieusement, avec l'appui de nombreux tableaux chiffrés et commentés, la situation actuelle de la famille française. Cette étude sera d'autant plus appréciée qu'elle est accompagnée d'un tableau de références bibliographiques encore inédit et qu'aucun travail semblable, voire même approchant, n'avait encore été fait dans ce domaine.

Dans la deuxième et dernière partie du cahier, on lit avec non moins d'intérêt Jean Burtin, du « Mouvement Familial Rural », Robert Pottier, du « Mouvement de Libération Ouvrière », Guy Houist, membre du « Conseil Économique », qui font part, tour à tour, de leur réflexion ou de leur expérience personnelles, avant de décrire les conditions requises pour que les familles puissent s'épanouir.

L'article de Henri Théry, du « Centre de Recherches Économiques et Sociales », sur : « Familles et socialisation de la solidarité », et celui de Pierre Viau, de l'équipe centrale d'« Économie et Humanisme » : « Les Familles dans la cité », complètent très heureusement un ensemble appelé à être considéré désormais comme un document de travail à l'usage des militants conscients du rôle irremplaçable de la famille.

Famille et Monde Moderne : Librairie « Économie et Humanisme », 262, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}), et Éditions. Ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris (13^e). 450 F.

1. — *Bulletin du Vicariat aux Armées*, 235, boulevard Saint-Germain, Paris.

DEUX HOMMES : ESQUISSE POUR UN PARALLÈLE

par Étienne BORNE

L Il faudrait écrire une physiologie du démocrate chrétien, car ce type humain existe, avec assez de vertus irritantes et de défauts plaisants pour imposer l'évidence non de sa vraisemblance, mais de sa vérité. M. François Mauriac ne nous serait pas d'un petit secours dans cette entreprise, lui qui participe si intimement à l'espèce. Et, lorsque, s'obligeant à imiter Pascal et à écrire ses Provinciales, heureux d'avoir trouvé sur le tard ses jésuites, il fait, semaine après semaine, la chasse au démocrate chrétien, comment ne songerait-on pas au tourmenteur de soi dans Baudelaire : « Je suis la plaie et le couteau — Je suis le soufflet et la joue — Et la victime et le bourreau... » ? L'un des traits de l'espèce pourrait bien être la coexistence non pacifique dans un seul être d'un clerc et d'un laïc, dont, s'il était aussi doué pour l'introspection que pour l'observation cruelle d'autrui, M. Mauriac saurait combien ils sont inséparables l'un de l'autre, insupportables l'un à l'autre.

L'ESPÈCE, moins monotone qu'il ne semblerait d'abord, admet de surprenantes variétés. Au M. R. P., qui, s'il n'est pas toute la démocratie chrétienne, est cependant, qu'il en convienne ou non, si fondamentalement, si irrémédiablement démocrate chrétien, il se rencontre des antithèses aussi parfaitement ménagées que par exemple celle de M. Robert Schuman et de M. Georges Bidault. Non pas que dans le premier le clerc ait absorbé le laïc et que dans le second le laïc soit venu à bout du clerc; de telles caricatures seraient d'une injustice criante, puisque tout démocrate chrétien se trouve voué, qu'il en ait ou non conscience, à vivre, à subir la dualité affrontée du clerc et du laïc, et elle subsistera sans faire, jusqu'à l'extinction, fort lointaine, de l'espèce, ni vainqueur ni vaincu. Mais il y a bien des manières, et qui font entre elles de violents contrastes, d'être à la fois clerc et laïc.

Au dernier congrès du Mouvement Républicain Populaire, M. Schuman et M. Bidault ont fait des interventions également remarquées, mais d'un style assez différent. M. Robert Schuman parla de l'Europe. M. Georges Bidault parla de l'Algérie. M. Robert Schuman n'a jamais dit du mal de personne, même pas des anti-Européens, et sa parole fut ironique. M. Georges Bidault a les mains pleines de traits, aigus, sifflants et qui se fichent en pleine chair; son humeur batailleuse fit courir plusieurs mou-

vements de passion. M. Robert Schuman est doué d'une inaptitude radicale à toute rhétorique qui fait une éloquence sans éloquence, et il persuade par une ignorance de toutes les habiletés qui est décisive dans sa simplicité nue. M. Georges Bidault connaît le métier d'orateur, il sait se moquer, puis passer promptement à l'imprécation et à l'adjuration; et c'est de vive force qu'il emporte la conviction.

LA philosophie politique de M. Robert Schuman est depuis toujours toute de sagesse; la philosophie politique de M. Georges Bidault a de plus en plus un grand air d'héroïsme; mis en présence du même nœud, M. Robert Schuman prendrait patiemment le temps de dénouer, M. Georges Bidault serait tenté de trancher d'un coup. M. Schuman et M. Bidault sont de bons Européens et de bons Français; mais M. Robert Schuman voit la France, plus belle, à travers l'Europe, et M. Georges Bidault voit l'Europe, plus belle, à travers la France.

M. SCHUMAN a plus de souplesse et d'indulgence et M. Bidault plus de raideur et de hauteur que le commun de la démocratie chrétienne; à Biarritz, M. Schuman donna l'impression contre le sentiment du congrès qu'il se résignerait à un gouvernement même de transition, même de minorité, pourvu que celui-ci fasse ratifier avant l'automne les deux traités européens en balance. Et M. Bidault refusa avec obstination d'imaginer l'avenir de l'Algérie nouvelle et de parler le langage fédéraliste, en tenant que la résistance patriotique à la rébellion était le seul devoir, immédiat et absolu. Mais un congrès M. R. P. pardonne tout à l'ancien chef de la résistance française, sachant que, même s'il tire un peu fort sur la corde démocrate chrétienne pour hanter des carrefours mal fréquentés, M. Bidault ne rompra jamais le lien sacré.

M. BIDAULT est la cible de tous les adversaires du M. R. P., surtout s'ils enragent d'appartenir du gré mal gré à l'espèce démocrate chrétienne, et M. Schuman est leur nostalgie et leur remords. Nourrir en son sein des puissances si contraires d'irritation et d'apaisement, avoir le clairon mais aussi la harpe, le sel mais aussi l'onguent, c'est un assez bon signe d'originalité. M. Mauriac lui-même, M. Mauriac surtout, ne pourrait pas ne pas en convenir.